

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)



**La Commune
a été grande
par ce
qu'elle a été
contrainte
d'être, non
par ce que
ses artisans
ont voulu
qu'elle soit**

Parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**LISEZ - DIFFUSEZ - ABONNEZ-VOUS
A LA PRESSE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL !**

« programme communiste » - Revue théorique en français

Prix au numéro: 8 € / 15 FS / £ 5 / 2'000 CFA / USA + Cdn US \$ 8 / Amérique latine US \$ 2.
Abonnement simple: Le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: Pour 4 numéros: 50 € / 100 FS / £ 30 / 16'000 CFA / USA + Cdn US \$ 50 / Amérique latine US \$ 20

« le prolétaire » - Journal bimestriel

Le numéro: 1 € / 3 FS / £ 1 / 350 CFA. Abonnement annuel (5 numéros): 7,5 € / 30 FS / £ 10 / 1'500 CFA. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20 / 3'000 CFA

« il comunista » - Journal bimestriel en italien

Le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 8 € / 25 FS / £ 6. Abonnement de soutien: 16 € / 50 FS / £ 12.

« el programa comunista » - Revue théorique en espagnol

Le numéro: 4 € / America latina: US \$ 2 / USA et Cdn: US \$ 4 / 8 FS / £ 4 / 25 Krs. Prix de soutien, le numéro: 8 € / America latina: US \$ 4 / USA et Cdn: US \$ 8 / 16 FS / £ 8 / 50 Krs.

« Proletarian » - Supplément en anglais à «le prolétaire»

Le numéro: 1 €, £ 1, 3 CHF.

CORRESPONDANCE

France: Programme, B.P. 57428; 69347
Lyon Cedex 07

Suisse: Editions Programme, Ch. de la
Roche 3, 1020 Renens

Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110
Milano

Notre site Internet : www.pcint.org

**Adresses e-mail :
leproletaire@pcint.org**

Supplément à «programme comunista» n°
100, Revue théorique du parti communiste
international - ISSN - 0033 - 037 X
Imprimés par nos soins en février 2011

- Table des matières -

- **Introduction** **1**

- **La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit**
(«programme communiste» n° 51-52; Avril-Septembre 1974) **14**

- **Léon Trotsky**
Les leçons de la Commune
(Zlatoust, 4 février 1921) **41**

- **Amadeo Bordiga**
De la Commune à la Troisième Internationale
(«L'Unità», 29 mars 1924) **52**

- **Karl Marx**
La guerre civile en France.
(Texte adopté et diffusé par l'Association Internationale des Travailleurs, Londres, le 30 mai 1871 - Extraits) **59**

- **Karl Marx**
Lettre à Kugelmann
(Londres, le 12 avril 1871 - Extraits) **68**

- **V. Lénine**
L'Etat et la Révolution
(1902 - Extraits) **69**

– Introduction –

Le matériel sur la Commune est été très riche, mais une simple brochure ne dispose que d'un espace limité. Nous nous sommes donc contentés de republier certains textes politiques et théoriques fondamentaux, comme les «Leçons de la Commune» de Trotsky (1921), un texte de Bordiga («De la Commune à la Troisième Internationale», 1924, des extraits de «La guerre civile en France» de Marx, de sa lettre à Kugelmann d'avril 1871 et des extraits de «l'Etat et la révolution» de Lénine; nous les avons fait précéder d'un texte de parti publié lors d'une centenaire de la Commune, qui a fourni le titre de cette brochure.

En 1911 Lénine écrivait que *«la cause de la Commune est celle de la révolution sociale, celle de l'émancipation politique et économique totale des travailleurs, celle du prolétariat mondial. Et en ce sens elle est immortelle»* (1). Il ne faisait en réalité que répéter ce que Marx avait écrit à l'époque dans une lettre à Kugelmann: *«Grâce au combat livré par Paris, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste est entrée dans une nouvelle phase. Quelle que soit le résultat immédiat, nous avons obtenu un nouveau point de départ d'une importance historique universelle»* (2). C'est précisément cet aspect historique, jugé fondamental qu'elle qu'en ait été le résultat immédiat, qui conduira Marx et Engels, dans la préface à la nouvelle édition allemande du Manifeste, écrite à quatre mains en 1872, à apporter un seul «amendement» - qui est en fait une **confirmation** de ce qui avait déjà été énoncé dans le bilan de la révolution 1848 - à ce texte: *«La Commune, notamment, a démontré que "la classe ouvrière ne peut se contenter de prendre la machine de l'Etat, toute prête, et de le faire fonctionner pour son propre compte"»*, comme le déclarait clairement l'Adresse de l'Association Internationale des Travailleurs écrite le 30 mai 1871, 2 jours après la chute de la Commune (3).

La lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et son Etat, voilà le point névralgique, la question centrale de la révolution prolétarienne. Une fois que la lutte est arrivée jusqu'à la conquête du pouvoir, que faire de l'Etat? Jusqu'à l'**expérience historique** concrète de la Commune, certains pouvaient imaginer que sur la base d'un rapport de force très favorable à la classe prolétarienne, il soit possible de s'emparer de l'appareil d'Etat, de le faire servir aux objectifs révolutionnaires, d'arriver par son intermédiaire à la

réalisation du second principe du communisme révolutionnaire: après la constitution du prolétariat **en classe, donc en parti**, sa constitution en **classe dominante**, c'est-à-dire l'établissement de la **dictature du prolétariat**. Mais la Commune de Paris, la lutte engagée par le prolétariat parisien contre deux ennemis en même temps: les troupes prussiennes qui assiégeaient la ville affamée et désertée par l'armée régulière, et les troupes de Thiers regroupée à Versailles qui manoeuvraient de toutes les façons possibles, y compris avec l'aide de l'«ennemi» allemand pour en finir une fois pour toutes avec les ouvriers; la Commune de Paris, la lutte révolutionnaire contre les pouvoirs bourgeois constitués a démontré qu'il n'y avait pas d'autre voie, parce que se coalisaient contre lui, contre sa lutte révolutionnaire, contre son pouvoir politique, toutes forces bourgeoises représentées par l'Etat et que même les Etats en conflits suspendaient leur guerre pour s'unir contre lui.

Le noeud de tous les problèmes de la révolution est constitué par l'Etat. De deux choses l'une: ou l'appareil d'Etat, en tout ou en partie, est utilisable pour les objectifs révolutionnaires, ou il ne l'est pas. Il est démontré jusqu'à la nausée que l'Etat n'est pas neutre, qu'il est un pouvoir politique et militaire centralisé au service de la classe dominante. Le marxisme n'est pas une théorie idéaliste, il n'élabore pas de modèle de société parfaite vers laquelle il faudrait diriger la lutte des classes; analysant scientifiquement les sociétés de classes, leur évolution à travers les révolutions et les contre-révolutions, il en tire des enseignements pour établir de manière toujours plus précise le programme de la classe révolutionnaire dans la société moderne: le prolétariat.

Une fois définis les grands principes du communisme révolutionnaire: la lutte prolétarienne de classe menée jusqu'au bout, jusqu'à la révolution, la conquête du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat - comme l'avait fait le *Manifeste du Parti Communiste* en 1848 - il était nécessaire que l'histoire même de la lutte des classes et de la lutte du prolétariat en particulier, donne les solutions concrètes au passage du capitalisme au socialisme. Et une solution essentielle était celle concernant le rôle de l'Etat. Le pouvoir de la classe dominante s'exerce contre toutes les autres classes, et dans la société bourgeoise plus particulièrement contre le prolétariat. Il s'appuie sur un appareil d'Etat qui au cours de l'histoire s'est modifié et s'est renforcé, comme le montre l'histoire de la bourgeoisie. La domination de la classe bourgeoise se base sur sa domination économique qui voit le prolétariat se soumettre à l'exploitation salariale pour pouvoir gagner sa vie, et sur la force militaire concentrée dans l'Etat pour protéger son système politique et économique et défendre le réseau d'intérêts qui forme le tissu économique, social et politique de la société capitaliste.

Dans sa lettre du 12 avril 1871 à Kugelmann que nous republions dans cette brochure, Marx se réfère à son texte «Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte» qui tirait les leçons des révolutions et contre-révolutions de 1848-1851 - oeuvre justement qualifiée de «géniale» par Lénine -, pour rappeler qu'il

y affirmait dès 1852 que *«la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire. C'est la condition première de toute révolution populaire réelle sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris»*.

Après avoir cité ce passage dans «L'Etat et la révolution», Lénine souligne qu'avec les mots **détruire la machine bureaucratique et militaire** *«se trouve exprimée de façon incisive la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution»*; et il ajoute que c'est précisément cette leçon qui a été *«non seulement complètement oubliée, mais encore tout à fait dénaturée par l'«interprétation» dominante, Kautskyste, du marxisme»*; par la suite cette interprétation réformiste, social-démocrate, social-impérialiste, sera aussi l'interprétation stalinienne, post-stalinienne, et de l'«extrême-gauche» actuelle.

Cette condition première de toute véritable révolution, explique ensuite Lénine, ne s'applique plus maintenant au seul «continent» européen, mais aussi l'Angleterre et les Etats-Unis qui à l'époque de Marx étaient *«les derniers représentants de la “liberté” anglo-saxonne dans le monde entier (absence de militarisme et de bureaucratisme)»*; la guerre mondiale a démontré qu'ils s'étaient eux aussi plongés *«dans le marais européen, boueux et sanglant, des institutions militaires et bureaucratiques qui se subordonnent tout et qui écrasent tout de leur poids. Maintenant en Angleterre comme en Amérique, “la condition première de toute révolution populaire réelle”, c'est la démolition, la destruction de la “machine de l'Etat toute prête” (portée dans ces pays, de 1914 à 1917, à une perfection “européenne”, commune désormais à tous les Etats impérialistes)»*.

Il ne faut pas se scandaliser si Marx emploie l'adjectif «populaire», qui paraît surprenant sous sa plume et qui indispose ceux qui conçoivent l'antithèse révolution bourgeoise et révolution prolétarienne de la manière la plus plate et la plus scolastique.

Lénine l'explique ainsi: *«Si l'on prend, à titre d'exemple, les révolutions du XXe siècle, force sera de reconnaître que les révolutions portugaise et turque sont bourgeoises. Mais ni l'une, ni l'autre ne sont “populaires”, puisque la masse du peuple, son immense majorité, n'intervient pas d'une façon visible, active, autonome, avec ses revendications économiques et politiques propres, ni dans l'une ni dans l'autre de ces révolutions. Par contre, la révolution bourgeoise russe de 1905-1907, sans avoir remporté des succès aussi “éclatants” que ceux qui échurent de temps à autre aux révolutions portugaise et turque, a été sans contexte une révolution “populaire réelle”. Car la masse du peuple, sa majorité, ses couches sociales “inférieures” les plus profondes, accablées par le joug et l'exploitation, se sont soulevées spontanément et ont laissé sur toute la marche de la révolution l'empreinte de leurs revendications, de leurs tentatives de construire à leur manière une société*

nouvelle à la place de l'ancienne en cours de destruction.

En 1871, le prolétariat ne formait la majorité du peuple dans aucun pays du continent européen. La révolution ne pouvait être "populaire" et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant et le prolétariat et la paysannerie. Le "peuple" était justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que la "machine bureaucratique et militaire" les opprime, les écrase, les exploite. **Briser cette machine, la démolir**, tel est véritablement l'intérêt du "peuple", de sa majorité, des ouvriers et des paysans; telle est la "condition première" de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires; et sans cette alliance, pas de démocratie solide, pas de transformation socialiste possible».

Dans la Russie euro-asiatique de 1917 comme dans le continent européen de 1871, le prolétariat ne constituait pas la majorité de la population, c'est au contraire la paysannerie pauvre qui était majoritaire; et l'alliance entre ces masses paysannes pauvres et les prolétaires était donc déterminante pour la révolution y compris dans un sens prolétarien étant donné les rapports de force réels entre les classes, caractérisés par la prédominance politique du prolétariat; c'est pourquoi Lénine était parfaitement justifié de parler pour la Russie de *démocratie solide* (alliance entre paysans pauvres et prolétaires) et de *transformation socialiste* (possible uniquement par la domination du prolétariat sur la paysannerie - la dictature du prolétariat).

Pour démontrer que Lénine n'utilise jamais les concepts dans leur signification banalement littéraire, mais dans leur contenu historique et matérialiste, il suffit de voir comment un peu plus loin, en se référant aux écrits d'Engels de 1870, il traite de façon lumineuse la question de l'Etat et de la **démocratie**. «Dans les considérations sur l'Etat, écrit-il, (...) on oublie constamment que la suppression de l'Etat est aussi la suppression de la démocratie, que l'extinction de l'Etat est l'extinction de la démocratie». La démocratie ne s'identifie pas à la soumission de la minorité à la majorité, comme le prétend l'idéologie bourgeoise; au contraire «la démocratie est un **Etat** reconnaissant la soumission de la majorité à la minorité; autrement dit, c'est une organisation destinée à assurer l'exercice systématique de la **violence** par une classe contre une autre, par une partie de la population contre l'autre».

Tout en maintenant sa caractéristique fondamentale d'organe de répression au service de la classe dominante, l'Etat bourgeois accomplit ses fonctions politiques au moyen de la démocratie parlementaire qui s'est historiquement révélée être la méthode de gouvernement la plus efficace. Le marxisme, rappelle Lénine, nous enseigne que l'essence du système politique démocratique, «non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais dans les républiques les plus démocratiques», est «de décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au parlement».

La démocratie, qu'elle soit parlementaire ou présidentielle parlementaire,

constitutionnelle ou fédérale, est un système de gouvernement qui ne sert qu'à la domination de classe de la bourgeoisie.

L'influence de la démocratie bourgeoise sur les prolétaires s'appuie sur des bases matérielles qui incitent les classes laborieuses à exprimer leurs exigences et leurs aspirations politiques à travers les institutions politiques imposées par la bourgeoisie sous la forme du parlementarisme. La Commune fait disparaître le parlementarisme parce qu'elle n'est pas un organisme parlementaire, mais **un corps agissant, exécutif et législatif à la fois**. «Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, explique Lénine, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-même directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif **n'existe plus**». La Commune a montré que «le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organismes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées agissantes».

Pour revenir à la question centrale de l'Etat, par quoi faut-il remplacer la machine étatique bourgeoise après l'avoir détruite? Selon le *Manifeste du parti communiste*, l'**organisation du prolétariat en classe dominante** prendra la place de l'Etat bourgeois. Marx, en matérialiste historique et non en idéaliste utopique, attendait de l'**expérience** du mouvement de masse la réponse à la question de savoir quelles seraient les formes **concrètes** de cette organisation en classe dominante. Si courte qu'ait été son existence, la Commune a fourni à ce sujet de riches enseignements que le parti bolchevik put mettre à profit lors de la révolution en Russie. Reprenant les passages principaux de la *Guerre civile en France* de Marx, Lénine résume de la façon suivante ces enseignements:

«La Commune semblait avoir remplacé la machine d'Etat brisée en instituant une démocratie simplement plus complète: suppression de l'armée permanente, électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or en réalité ce "simplement" représente une oeuvre gigantesque: le remplacement d'institutions par d'autres foncièrement différentes. C'est là justement un cas de "transformation de la quantité en qualité": réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il soit possible de le concevoir, la démocratie, de bourgeoise devient prolétarienne; d'Etat (= pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée), elle se transforme en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, un Etat». Voilà une caractéristique de l'Etat sous la dictature du prolétariat: un Etat qui n'est plus un Etat au sens classique du terme, un Etat tel qu'il a existé dans toutes les sociétés de classe.

«Mater la bourgeoisie et briser sa résistance n'en reste pas moins une nécessité, continue Lénine et c'est la première tâche de l'Etat prolétarien. «Cette nécessité s'imposait particulièrement à la Commune, et l'une des causes de sa défaite est qu'elle ne l'a pas fait avec assez de résolution. Mais ici l'organisme de répression est la majorité de la population et non plus la minorité, comme cela avait toujours été le cas, au temps de l'esclavage comme au temps du servage et de l'esclavage salarié». En une phrase Lénine montre de façon irréfutable ce qui distingue l'Etat prolétarien - qui est lui aussi un **organe de répression**, c'est pourquoi il est un **Etat** - des Etats qui se sont jusqu'ici succédés dans les sociétés divisées en classes. «Or du moment que c'est la majorité du peuple qui mate **elle-même** ses oppresseurs, **il n'y a plus besoin d'un "pouvoir spécial" de répression! C'est en ce sens que l'Etat commence à s'éteindre**».

Que l'on ouvre bien les oreilles: réprimer les oppresseurs est nécessaire, il faut briser leur résistance, les empêcher de se réorganiser tant politiquement que militairement pour abattre le pouvoir prolétarien; mais à la différence du «pouvoir spécial» destiné à mater les opprimés qu'est l'Etat bourgeois, la répression exercée sur les oppresseurs est le fait du **«pouvoir général de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans»**.

De même qu'il ne craint pas d'utiliser le mot «peuple», Lénine n'hésite pas à utiliser le mot «démocratie». Mais il sait qu'il faut expliquer ce que signifient ces termes. Polémiquant contre l'usage que font les «opportunistes», les réformistes, de ces termes, il affirme: «il est **impossible** de passer du capitalisme au socialisme sans un certain "retour" au démocratisme "primitif" (...) le démocratisme primitif basé sur le capitalisme et la culture capitaliste n'est pas le "démocratisme primitif" des époques anciennes ou précapitalistes». Pour faire comprendre même au plus humble des prolétaires ce que cela signifie, Lénine décrit l'application concrètes des fonctions de l'Etat que la majorité de la population (puis toute la population) est appelée à assumer après la conquête du pouvoir, en partant de la situation historique réelle:

«La culture capitaliste **a créé** la grande production, les usines, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc. Et **sur cette base**, l'immense majorité des fonctions du vieux "pouvoir d'Etat" se sont tellement simplifiées, et peuvent être réduites à de si simples opérations d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, qu'elles seront parfaitement à la portée de toute personne pourvue d'une éducation primaire, qu'elles pourront parfaitement être exercées moyennant un simple "salaire d'ouvrier": ainsi on peut (et on doit) enlever à ces fonctions tout caractère privilégié, "hiérarchique"».

Et il termine par cette phrase:

«Electivité complète, révocabilité **à tout moment** de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leurs traitements au niveau d'un normal "salaire d'ouvriers", ces mesures démocratiques simples et "allant de soi" qui rendent parfaitement solidaires les intérêts des ouvriers et de la majorité

des paysans, servent en même temps de passerelle conduisant du capitalisme au socialisme».

Le courant politique dont nous nous revendiquons, la Gauche communiste d'Italie, a comme position caractéristique la critique et le refus sans équivoque de la démocratie - position parfaitement en ligne avec le marxisme et l'histoire de la lutte entre les classes. C'est ainsi que sur la base du principe communiste **anti-démocratique** et du rôle de la démocratie et de ses méthodes au service de la lutte de la bourgeoisie contre le prolétariat dans les pays capitalistes développés, la Gauche communiste d'Italie a établi la tactique de l'abstentionnisme révolutionnaire.

Cette tactique répondait à deux objectifs: maintenir la cohérence avec la critique marxiste de la société bourgeoise et de ses méthodes de gouvernement en combattant le mensonge de la liberté et de l'égalité entre les classes; orienter les forces du communisme révolutionnaire rassemblées autour du parti de classe, vers le but fondamental de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Cela n'a pas empêché notre courant d'assumer dialectiquement une position tout aussi cohérente dans la question des organismes prolétariens. Un article de Bordiga de 1922, intitulé «Le principe démocratique» commence ainsi:

«L'emploi de certains termes dans l'exposition des problèmes de communisme engendre bien souvent des équivoques du fait du sens différent qu'on peut leur donner. C'est le cas des mots **démocratie** et **démocratique**. Dans ses affirmations de principe, le communisme marxiste se présente comme une critique et une négation de la démocratie; d'autre part les communistes défendent souvent le caractère démocratique, l'application de la démocratie au sein des organisations prolétariennes: système étatique des conseils ouvriers, syndicat, parti. Il n'y a là évidemment aucune contradiction, et rien qu'on puisse opposer à l'emploi du dilemme **démocratie bourgeoise ou démocratie prolétarienne, en tant que parfait équivalent de la formule: démocratie bourgeoise ou dictature prolétarienne**. La critique marxiste des postulats de la démocratie bourgeoise se fonde en effet sur la définition des caractères de la société actuelle divisée en classes; elle démontre l'inconsistance théorique et le piège pratique d'un système qui voudrait concilier l'égalité politique avec la division de la société en classes sociales déterminées par la nature du mode de production.

La liberté et l'égalité politiques qui, d'après la théorie libérale, s'expriment dans le droit de vote, n'ont de sens que sur une base excluant la disparité des conditions économiques: c'est pourquoi nous communistes, nous en acceptons l'application à l'intérieur des organismes de classe du prolétariat, en soutenant qu'il faut donner un caractère démocratique à leur fonctionnement».

Ce n'est donc qu'à l'intérieur d'organismes sans disparité de conditions économiques, c'est-à-dire regroupant les membres d'une même classe sociale, que le mécanisme démocratique **peut** être autre chose qu'un piège, une illusion

- à condition que le parti de classe soit assez fort pour les arracher les prolétaires à l'influence de la classe dominante et de ses laquais. Dès cette époque la Gauche communiste poussait la critique du principe démocratique jusqu'à proposer, pour définir l'organisation du parti, de remplacer le terme «*centralisme démocratique*» par celui beaucoup moins équivoque de «*centralisme organique*» et qui correspondait mieux aux positions théoriques du marxisme.

Les décennies qui suivirent ont démontré la justesse de l'intuition de la Gauche communiste d'Italie; la contre-révolution qui brisa l'Internationale Communiste et ses partis, couronna sa victoire par l'usage jusqu'à l'écoeurement de tout l'arsenal de l'idéologie démocratique bourgeoise.

Dans son texte de février 1921 («*Les leçons de la Commune*»), après avoir rendu hommage à «*l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir*», Trotsky ajoute aussitôt que la Commune «*nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position*».

En réalité, poursuit-il, «*La Commune est venue trop tard. Elle avait toutes les possibilités de prendre le pouvoir le 4 septembre et cela aurait permis au prolétariat de Paris de se mettre d'un seul coup à la tête des travailleurs du pays dans leur lutte contre toutes les forces du passé, contre Bismarck aussi bien que contre Thiers. Mais le pouvoir tomba aux mains des bavards démocratiques, les députés de Paris*». Ces derniers étaient «*des patriotes petits-bourgeois, qui se croyaient socialistes et cherchaient l'appui des ouvriers*», des révolutionnaires de salon qui face à la réalité de la révolution, ne la reconnaissent jamais. Avocats célèbres, journalistes fameux, députés, ils étaient le parti des manoeuvres parlementaires. Ce qui faisait défaut au prolétariat parisien, c'était le parti révolutionnaire, auquel il aurait été «*étroitement lié par les luttes antérieures*».

Ce parti, Trotsky le décrit par une formule fameuse, qui est la synthèse des enseignements du marxisme:

«Le parti ouvrier - le vrai - n'est pas une machine à manoeuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire: ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs».

Au lieu de ce parti, qui sera à l'inverse présent et agissant en octobre 1917 en Russie, grâce à de longues **luttes antérieures**, ceux qui étaient présents et tenaient le devant de la scène, c'étaient les «*socialistes bourgeois*» qui «*levaient les yeux au ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique, hésitaient et pendant ce temps-là, les masses tâtonnaient,*

perdaient la tête à cause de l'indécision des uns et de la franchise des autres. Le résultat fut que la Révolution éclata au milieu d'elles, trop tard. Paris était encerclé. Six mois s'écoulèrent avant que le prolétariat eût rétabli dans sa mémoire les leçons des révolutions passées, des combats d'autrefois, des trahisons répétées de la démocratie, et s'emparât du pouvoir».

La comparaison avec la détermination du parti bolchevik et de son chef lors des journées d'octobre 17 illustre le progrès accompli par le mouvement ouvrier révolutionnaire, dans sa partie la plus avancée, en moins d'un demi-siècle.

Alors qu'en juillet 17, la situation n'était pas encore mûre, le parti n'avait pas encore la majorité dans les Soviets de Petrograd et Moscou, en octobre le moment est venu et Lénine incite à se diriger vers l'insurrection. Depuis septembre, il a commencé une action serrée de critique et d'orientation dans le parti pour que l'analyse de la maturation de la situation, y compris internationale (mutineries en Allemagne, en Italie, en France, grèves, etc.) se concrétise dans la préparation matérielle de la prise du pouvoir, que ce soit par voie pacifique ou par l'insurrection.

Le 9 septembre 17, il écrit: «*Tout l'avenir de la révolution russe est en jeu. Tout l'honneur du parti bolchevik est en jeu. Tout l'avenir de la révolution ouvrière internationale est en jeu. La crise est mûre...*» (4). Le 29 septembre, après avoir exposé une nouvelle fois les éléments objectifs qui poussent à ne pas différer l'insurrection et averti de ne pas se laisser influencer par ceux qui voudraient attendre le Congrès des Soviets: «*ma conviction la plus profonde est que si nous "attendons" le Congrès des Soviets, nous causons la perte de la révolution*». Le premier octobre, dans sa «*Lettre au Comité Central*», il insiste: «*les événements nous prescrivent si clairement nos tâches que tout attermoisement serait positivement un crime. (...) Les bolcheviks n'ont pas le droit d'attendre le Congrès des Soviets, ils doivent prendre le pouvoir sur le champ. S'il n'est pas possible de prendre le pouvoir sans insurrection, il faut passer sur le champ à l'insurrection*» (5). Le 8 octobre, dans un bref texte (6) il reprend le mot d'ordre «*tout le pouvoir aux Soviets*» en expliquant que «*le passage du pouvoir aux Soviets signifie en fait aujourd'hui l'insurrection armée*». Après avoir rappelé la formule de Marx selon laquelle **l'insurrection est un art**, et donné des conseils pratiques pour cette insurrection, il termine en écrivant: «*Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte*».

Dans sa «*Lettre aux membres du Comité Central*», Lénine écrit le 24 octobre: «*Il est clair comme le jour que maintenant retarder l'insurrection, c'est la mort. (...) A l'ordre du jour se posent des questions que ne peuvent trancher ni conférences, ni congrès (quand bien même ce serait des congrès des Soviets), mais uniquement les peuples, la masse, la lutte des masses en armes. La poussée bourgeoise des korniloviens, la destitution de Verkhovski montrent qu'il n'est pas possible d'attendre. Il faut à tout prix, ce soir, cette nuit,*

arrêter le gouvernement, après avoir désarmé les élèves-officiers (après les avoir battus s'ils résistent), etc. On ne peut pas attendre!! On risque de tout perdre! (...) L'histoire ne pardonnera pas l'ajournement aux révolutionnaires qui peuvent vaincre aujourd'hui (et qui vaincront aujourd'hui à coup sûr); ils risqueraient de perdre beaucoup demain, ils risqueraient de tout perdre. (...) La prise du pouvoir est la tâche de l'insurrection; son but politique apparaîtra clairement après. Ce serait notre perte, ce serait du pur formalisme d'attendre le vote indécis du 25 octobre; le peuple a le droit et le devoir de trancher de telles questions, non par des votes, mais par la force» (7).

En dépit des hésitations chez certains, en dépit de l'action de jaunes de Zinoviev et Kamenev qui dans un journal ennemi prirent publiquement position contre l'insurrection, le parti sut répondre positivement aux injonctions de Lénine; et le 25 octobre le Comité Militaire Révolutionnaire pouvait annoncer:

«Le gouvernement provisoire [de Kerenski - NDIR] est destitué. Le pouvoir de l'Etat est passé aux mains de l'organe du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd qui est à la tête du prolétariat et de la garnison de Petrograd.

La cause pour laquelle le peuple a lutté: proposition immédiate de paix démocratique, abolition du droit de propriété sur la terre des propriétaires fonciers, contrôle ouvrier de la production, création d'un gouvernement des Soviets, cette cause est assurée.

Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans!» (8).

Les enseignements de la Commune de Paris trouvaient ainsi dans la Commune de Petrograd la première d'une longue série d'applications grâce au parti dont parlait Trotsky qui avait fait si cruellement défaut en France, le parti qui ne se laisse pas surprendre par la révolution, mais la prépare en tant qu'organisation centralisée, ayant une vue d'ensemble de la situation et possédant les organes indispensables pour réaliser ses décisions.

(1) cf Lénine, *Oeuvres*, tome 17, p. 140.

(2) Lettre du 17 avril 1871, in *Lettres à Kugelmann*, Ed. Anthropos 1968, p. 164.

(3) Voir les extraits de ce texte p. 62 de cette brochure.

(4) cf Lénine, *Oeuvres*, tome 26, p. 76.

(5) Ibidem, p. 138.

(6) Ibid., p. 182-184.

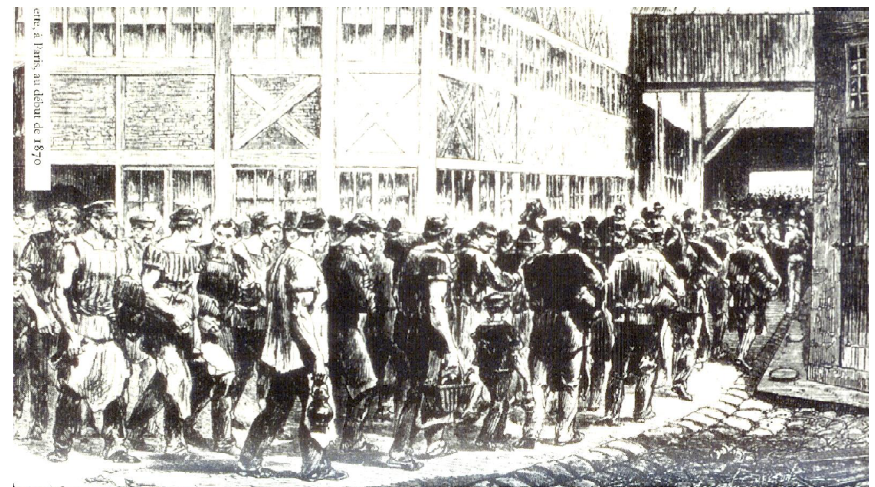
(7) Ibid., p. 240-241.

(8) Ibid., p. 242.



Au Creusot, l'armée occupe l'usine

Ouvriers raffineurs du sucre en grève quittant l'usine de Jeanty et Prévost



Au cours de l'année précédente de la Commune, en 1870, de nombreuses grèves ouvrières éclatent en France. Au Creusot d'abord en janvier 1870, où 3000 hommes de troupes furent mobilisés par la bourgeoisie pour mater, intimider et réprimer le mouvement de lutte. Le 21 mars les mineurs se mettent en grève à leur tour. 1500 ouvriers se mobilisent pour la journée de 8 heures. La répression de la justice sera brutale, 298 mois de condamnation pour les 25 meneurs embastillés. En 1870 éclate aussi la grève des ouvriers raffineurs à La Villette, à Paris.

En 1871, le prolétariat se trouve donc au premier rang des luttes contre l'ordre bourgeois dans les grandes villes en France, dont Paris qui sera le lieu de la confrontation la plus large, la plus profonde avec le pouvoir de Thiers et de sa soldatesque versaillaise, mais aussi la plus réprimée.

La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit

(«PROGRAMME COMMUNISTE» N° 51-52;
AVRIL-SEPTEMBRE 1974)

Dans un sens, nous sommes bien heureux de constater qu'à part les deux manifestations que l'on sait, les commentateurs et maîtres des cérémonies de l'opinion publique ont presque mis une sourdine à la célébration du centenaire de la Commune. Cela nous a évité d'assister une fois de plus à la comédie hypocrite des renégats qui sont les héritiers des, bourreaux des Communards et de leurs complices, de Thiers à Louis Blanc, c'est-à-dire de les voir plaindre à l'unanimité et éventuellement exalter les martyrs de 1871 en tant que victimes, en tant que vaincus, justement au nom des voleurs qui ont été la cause de leur écrasante défaite.

Il ne faudrait d'ailleurs pas croire que ce demi-silence soit dû au caractère explosif de l'histoire de la Commune ou à la difficulté intrinsèque de dissimuler à l'aide de tours de passe-passe à la Kautsky l'analyse éclatante que Karl Marx en a donné dans «La Guerre Civile en France». En réalité, il est imputable à la prostration du prolétariat et à son total abandon des mots d'ordre de classes les plus élémentaires, situation qui épargne à l'opportunisme d'aujourd'hui la peine de déformer artificieusement les traditions et les souvenirs collectifs de la classe ouvrière en «développant créativement» les thèses révolutionnaires originales, c'est-à-dire en les transformant en un inoffensif radotage maximalo-centriste ou en un plaidoyer réformiste.

Pour le moment (à l'échelle de l'histoire, il ne s'agit vraiment que d'un moment) le prolétariat est sourd à ce que la Commune a représenté dans la tradition de la lutte révolutionnaire, sourd aux principes programmatiques confirmés par cette expérience: le terme même de «dictature du prolétariat» lui étant actuellement inintelligible, les renégats n'ont pas besoin d'orchestrer une grande compagne visant à démontrer que cette dictature

et ses manifestations historiques résulteront du développement organique de la démocratie, de la forme parlementaire à la forme conseilliste, ou de la forme représentative à la forme directe, comme le rêvent toujours les petits-bourgeois «extrémistes», vermine brandissant pour l'occasion le drapeau du spontanéisme ou de l'ouvriérisme.

Bien entendu, dans ces milieux de petits-bourgeois «extrémistes» secoués par les premiers frissons avant-coureurs d'une crise économique d'ampleur mondiale, les divers groupuscules immédiatistes et anarchisants qui constituent ce que l'on appelle le «gauchisme» présentent clairement ces deux déviations et continuent en cela une tradition bien enracinée de la classique «contestation» petite-bourgeoise qui a constitué une des pires faiblesses du mouvement communard - une faiblesse dont la Commune est morte; c'est justement pour cela que cette «contestation» prétend maintenant - comme elle a toujours prétendu, incarner la tradition de la Commune, être dépositaire de sa mission historique et exprimer totalement sa signification. Belle raison, en vérité!

Nous nous conformons à l'examen de Marx que les bolcheviks firent totalement leur. En d'autres termes, pour nous, l'histoire véritable de la Commune, ce n'est ni chez Lissagaray, ni chez aucune autre mémorialiste ou historien postérieur qu'on la trouve, mais dans l'Adresse de la Ire Internationale sur «La Guerre Civile en France» ainsi que dans «L'État et la Révolution» et «Le renégat Kautsky» de Lénine et dans «Terrorisme et Communisme» et «Les leçons de la Commune de Paris» de Trotsky.

Par conséquent, ces déformations ne nous intéressent que dans la mesure où elles réapparaîtront nécessairement lors de la crise prévisible de l'économie mondiale et de la reprise de la lutte de classe qui en sera la conséquence (mais une conséquence nullement mécanique) et qui, à plus ou moins longue échéance, verra l'avant-garde prolétarienne se polariser autour du Parti Communiste International; surtout, elles ne nous intéressent que dans la mesure où elles constituent l'envers de cette «leçon de la contre-révolution» que le marxisme a tirée une fois pour toutes de cette expérience de défaite que fut la Commune, avec tant d'autres expériences, toutes de défaite jusqu'à aujourd'hui.

Le marxisme est une science expérimentale, non un empirisme vide de pensée, contingentiste et agnostique. En tant que tel, il a étudié les contre-révolutions comme autant de cas particuliers d'expérimentation «in vivo» (semaines sanglantes de mai 1871 à Paris et de janvier 1919 à Berlin) du processus de constitution du prolétariat en classe dominante. Pour présenter la question d'une façon simple mais non simpliste nous devons nous rappeler qu'on peut connaître la fonction d'un organe soit en l'observer au travail (et c'est là le cas de l'État-Commune, «Gemeinwesen» ébauché à Paris au printemps de 1871) soit, plus souvent encore, en considérant les effets de l'absence de cet organe.

Dans la Commune, justement, les conséquences catastrophiques de l'absence de Parti et de Dictature de Parti, non seulement pour la constitution du prolétariat en classe dominante, mais même simplement pour son action en tant que classe apparaissent avec une évidence éclatante. Sans aucun doute, c'est là le nœud de toutes nos observations sur la Commune, le point focal, pour nous misérables «dogmatiques» et «talmudistes», du renversement de la praxis, c'est-à-dire de l'action révolutionnaire tout court, la pierre de touche de toute la conception matérialiste-dialectique que le marxisme a de l'histoire et donc aussi la pierre d'achoppement de toutes les espèces de contrefaçons opportunistes de l'histoire. En d'autres termes, c'est le point central d'où se déduit toute la gamme des attitudes tactiques possibles. Il est donc inutile d'insister sur le fait qu'en mettant la question centrale à la place qui lui est due, nous nous trouvons en compagnie de Lénine et Trotsky, tandis que ceux qui préfèrent tirer d'autres bilans de la Commune peuvent choisir, s'ils ne se réclament pas ouvertement de Thiers, entre Mazzini et Bakounine.

TROIS INTERPRÉTATIONS PETITES-BOURGEOISES DE LA COMMUNE

Loin de nous l'idée de faire une bibliographie abrégée de la question: ce que nous voulons, c'est souligner quelques aspects qui contribueront à mettre en relief les conclusions, tirées par Marx lui-même de l'expérience de la Commune, aspects qui ont échappé - et pour cause - à l'attention des écrivains prostitués qui voudraient se faire passer pour les vestales de l'historiographie «impartiale». Donc, sans tomber dans des citations et des références livresques, nous distinguerons les trois interprétations fondamentales que les historiens ont données de la Commune, ou plutôt les trois grandes attitudes qu'ils ont prises face elle.

Malgré des oppositions formelles, chacune de ces grandes attitudes présente des points de contact avec les deux autres, si bien qu'il s'est trouvé des courants d'idéologies différentes, quoique toutes petites-bourgeoises, pour tomber d'accord sur l'une ou l'autre d'entre elles. Nous laisserons de côté l'attitude d'hostilité ouverte envers la Commune qui est le propre des partisans de Versailles, mais que nombre de grands bourgeois éclairés d'aujourd'hui trouvent plus intelligent de cacher derrière une «sympathie» de type petit-bourgeois plus apte que la haine à duper les prolétaires.

Il faut bien admettre que, ces types d'interprétation petite-bourgeoise reposent sur plusieurs aspects réels de la Commune, malheureusement détachés de leur contexte et du mouvement historique auquel ils appartiennent par une opération «critique» de nature foncièrement idéaliste puisqu'elle se refuse à considérer d'une façon réaliste ce que la Commu-

ne a pu et dû être, pour la juger uniquement sur ce que quelques uns de ses membres ont voulu qu'elle soit.

La première d'entre elles présente la Commune comme la dernière révolution populaire, du type des révolutions du «sot» dix-neuvième siècle, et notamment de Quarante-Huit, comme si Juin 1848 n'avait pas déjà été la révolution honnie du prolétariat, la «laide» révolution des hommes en blouse, opposée aux révolutions démocratiques, victor-hugoliennes de toutes les classes du «Peuple» en tant que bloc de forces sociales antagonistes. Pour elle, la Commune est en somme la dernière insurrection violente parce que la dernière insurrection «barricadière», comme si la seule forme possible de la violence insurrectionnelle était la barricade des révolutions démocratiques derrière laquelle la «foule des citoyens» attend la dissolution spontanée de l'ennemi, des «sbires du tyran»; comme si la révolution prolétarienne ne devait pas avoir sa Garde et son Armée rouges, comme si elle ne devait pas prendre militairement le pouvoir et étendre la guerre civile contre la bourgeoisie à l'échelle non seulement nationale, mais internationale! En réalité, les barricades qui avaient réussi en février 1848 s'étaient déjà montrées non seulement inutiles, mais nocives dès juin 1848; dans la Commune, elles ont joué le rôle d'une dangereuse illusion, presque tous pensant: «On n'osera pas...», ce qui démontra *a contrario* la nécessité pour la révolution purement prolétarienne d'une attaque centralisée, chose d'autant plus évidente qu'au début la Commune jouissait d'une réelle supériorité militaire, bien que le mouvement n'ait pas été déclenché dans des conditions générales favorables.

La seconde attitude consiste à présenter la Commune comme un fait national-démocratique, républicain-patriotique, continuation logique de la défense nationale contre les «barbares» prussiens et en outre berceau de la République «de tout le monde», de la République libérée des hypothèques royalistes et féodales. C'est l'interprétation adoptée par le P.C.F. et les stalinien en général qui, avec leur habituelle impudence, ne manquent pas une occasion d'en faire une anticipation de la... Résistance, du maquis contre les «Boches» et les collabos, grâce au précédent des francs-tireurs.

La troisième interprétation considérant comme exemplaires les aspects démocrates-libertaires de la Commune la présente comme un modèle de révolution fédéraliste et de démocratie directe qui n'aurait échoué qu'à cause des tentatives, d'ailleurs vaines, de lui donner une direction dictatoriale. Il va de soi que sur cette position convergent non seulement les anarchistes et les sociaux-démocrates, mais aussi les déstalinisateurs officiels. Quant à la conception stupide et pré-sorélienne de la Commune comme «Révolution latine» (1) opposée ou schématisée hégélo-teutonique de Marx, elle annonce évidemment les théories des «voies nationa-

les» au socialisme.

De toute façon, on pourrait dégager de la Commune, de façon aussi abstraite qu'arbitraire, toute une série de «significations», y compris celle d'une tentative de conciliation des classes!

Tout cela, à notre avis, ne touche pas le problème véritable: ce que la Commune a été par la force des choses et indépendamment de la pensée de ses représentants. De même que, loin d'être fortuite, sa direction fut exactement ce que les circonstances lui permettaient d'être, les déficiences de cette direction ne peuvent pas être conçues comme de simples accidents n'affectant pas l'épanouissement du mouvement et dont on pourrait faire abstraction pour rendre hommage à la spontanéité conçue de façon mécaniste. En effet, dire qu'une direction adéquate a fait défaut revient à dire qu'a manqué l'actualisation et la poursuite consciente de la tâche historique du prolétariat et donc qu'a manqué une praxis révolutionnaire pleinement développée, c'est-à-dire parvenue à la connaissance et à l'emploi des moyens adéquats pour atteindre des buts clairement définis («sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire»).

LES LIMITES DE L'ASSAUT AU CIEL

Il y a donc eu dans la Commune une différence entre la charge et la force potentielles du mouvement d'une part et sa manifestation de l'autre. Révolution sans aucun doute prolétarienne en soi, la Commune n'a pas pu l'être en soi et pour soi à cause du manque nullement occasionnel d'un appareil capable de recueillir, de concentrer l'impulsion objective reçue. C'est ici le lieu de rappeler l'image de Trotsky dans la préface de son «Histoire de la Révolution russe»:

«Sans une organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme la vapeur quand elle n'est pas renfermée dans un cylindre à piston; cependant le mouvement dépend de la vapeur, non du cylindre ou du piston.»

Naturellement, «le cylindre à piston», c'est le Parti, qui ne crée pas mais dirige la révolution, et qui n'est pas non plus lui-même créé, ni en tant que programme (parti historique) résultant de la manifestation des contradictions irrémédiables de la société bourgeoise, ni en tant qu'organisme constitué d'un ensemble de cadres qui va former l'état-major de l'armée prolétarienne (parti formel) résultant d'une exaspération des conflits sociaux qui, par un passage de la quantité à la qualité, détruit dans une avant-garde de la classe ouvrière l'influence de l'idéologie et de la classe dominantes, et les tendances centrifuges, particularistes et locales.

Ce manque de clarté programmatique de la Commune est très bien démontré par le fait qu'elle a adopté un ensemble de formules héritées du passé et allant du souvenir des communes médiévales à la Commune à

majorité hébertiste de Quatre-vingt-treize. Il ne devrait pas être nécessaire de rappeler que, selon Marx (cf. «Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte», ch. 1), la prémisse pour que la révolution sociale prenne conscience de son contenu propre et s'oriente en conséquence est justement le rejet de telles réminiscences et la formulation de la mission historique propre au prolétariat, qui n'est plus ni un instrument parlant (*vocale instrumentum*) comme les esclaves, ni un ordre, ni une plèbe, mais une classe tout à fait particulière, puisque par son auto-suppression, elle supprime tout le mécanisme de la société divisée en classes; une classe qui n'a que faire de «cahiers de doléances», qui n'a pas de «droits» méconnus à faire reconnaître, car son unique revendication en tant que classe historique est la suppression de la situation non pas juridique, mais effective que lui impose la mercantilisation de la société et en premier lieu de la force de travail.

Il est important de souligner ici que l'attachement superstitieux aux formes passées, expression de l'impuissance à concevoir le dépassement et donc l'abolition (*Aufhebung*) dialectique des rapports capitalistes, ainsi que les conditions plus ou moins métahistoriques de la société des producteurs-propriétaires, caractérisent la direction de la Commune toute entière. C'est ce qui explique le jugement draconien de Lénine en 1905, selon lequel la Commune fut «un gouvernement petit-bourgeois révolutionnaire», ce qui indique que la participation de membres ouvriers à ce gouvernement n'y a pas introduit d'élément prolétarien sur le plan politique, les mesures prises restant de caractère petit-bourgeois comme leur origine les y condamnait.

Pour illustrer ce fait, il suffit ici d'un seul exemple, celui de la politique des Internationaux (membres français de la Première Internationale) à l'égard de la Banque de France que Francis Jourde et Charles Besley (2) protégèrent, tandis que le groupe blanquiste de l'ex-Préfecture dirigé par Rigault cherchait à s'en emparer, fût-ce par un coup de main, intention rendue vaine par l'attitude des organes «responsables» de la Commune occupés par les proudhoniens.

Le 18 mars 1908, Lénine résumait dans un discours tenu à Genève les principaux points de la critique marxiste de la Commune en observant:

«L'idée de patriotisme (qui) remonte à la grande Révolution du XVIII^e siècle s'empara de l'esprit des socialistes de la Commune et Blanqui, par exemple, révolutionnaire incontestable et adepte fervent du socialisme, ne trouva pour son journal de titre mieux approprié que ce cri bourgeois: «La Patrie en danger»! La réunion de ces deux objectifs contradictoires - patriotisme et socialisme - constitua l'erreur fatale des socialistes français. Dans le Manifeste de l'Internationale de septembre 1870, Marx mettait déjà en garde le prolétariat français contre un engouement pour le mensonge nationaliste...

Dans la Commune, deux fautes anéantirent les fruits d'une brillante victoire. Le prolétariat s'arrêta à mi-chemin: au lieu de procéder à «l'expropriation des expropriateurs», il se laissa entraîner par des rêves sur l'établissement d'une justice suprême dans le pays, unifiée par une tâche nationale commune; des institutions comme les banques par exemple ne furent pas saisies, la théorie proudhonienne de l'«échange équitable» régnant encore parmi les socialistes. La deuxième faute fut la trop grande magnanimité du prolétariat; au lieu d'exterminer, comme il aurait dû le faire, ses ennemis, il chercha à exercer une influence morale sur eux, il négligea l'importance des actions purement militaires dans la guerre civile et au lieu de couronner Sa victoire à Paris par une offensive résolue sur Versailles, il temporisa et donna au gouvernement de Versailles le temps de rassembler les forces réactionnaires et de se préparer à la sanglante semaine de Mai».

Une analyse sommaire des forces composant la direction communarde nous aide à comprendre les représentations idéologiques du mouvement auxquelles nous avons déjà fait allusion et à démontrer jusqu'à quel point l'insuffisance de la direction équivalait à un hiatus entre la poussée objective et la maturité subjective. Comme le disait Rosa Luxembourg dans sa polémique contre Bernstein, en tant que classe en soi, agglomération d'individus prolétariens, le prolétariat n'est jamais mûr pour la révolution, et c'est la crise qui l'oriente vers son guide et son cerveau, le Parti. Dans la Commune, nous voyons au contraire une révolution «acéphale» dont les réalisations ne correspondent qu'en infime partie à la pression du mouvement réel, ce qui n'exclut bien entendu pas leur importance, qui est proportionnée à l'importance même de ce mouvement: mais si on la confronte avec la tâche historique à réaliser «l'assaut au ciel» pour reprendre l'expression de Karl Marx cette importance et cette grandeur deviennent dialectiquement misère.

Bien sûr, la composante patriotique et nationaliste joua un rôle considérable dans la Commune, dont la naissance même prématurée et hors de propos, selon le jugement bien connu de Marx s'inscrivait dans l'ensemble des tentatives de «radicalisation» du gouvernement qui remplaça ce «gouvernement de trahison» qui «aurait dû» défendre la France de l'avance prussienne. Tout le monde sait que, dans son journal, Blanqui lui-même avait sombré non seulement dans le patriotisme, mais dans le chauvinisme et le racisme, puisqu'il y décrivait les Allemands comme des «pithécantropes» sortis de forêts noires plongées dans d'éternelles ténèbres médiévales, chose vraiment indigne de sa plume, mais malheureusement plus qu'explicable. Ce nationalisme n'était pas, d'autre part, une attitude transitoire, car l'illusion réactionnaire qui devait atteindre son sommet dans la formule de la «révolution latine» et dans la conviction que la tâche la plus urgente était d'en préserver le foyer - la France - est bien



Le 18 mars, les soldats envoyés par les généraux de Thiers, refusent de lancer l'offensive contre les communards. Ils fraternisent avec les insurgés, crosses en l'air.



En mars, dès l'annonce de la tentative du gouvernement de Versailles de lancer ses troupes à l'assaut des points névralgiques de Paris pour reprendre le contrôle de la ville et réprimer le mouvement insurrectionnel, les communards érigent les baricades.

caractéristique de la pensée de Blanqui, et ses polémiques contre Mazzini sont presque exclusivement axées sur ce leitmotiv (3).

Il en est résulté un absurde mariage des blanquistes et des jacobins radicaux dans la majorité communarde, avec pour résultat pratique le blocage de toutes les mesures caractéristiques des blanquistes, et de ce fait, la renonciation par le blanquisme lui-même - sauf cas isolés, à une action autonome. D'autre part, on ne peut pas passer sous silence le fait incontestable et illustré par de nombreux faits que les attitudes chauvines et les penchants à l'Union sacrée étaient très répandus et presque généraux au sein de la section française de la Première Internationale. On connaît bien l'attitude patriotique de cette section de l'internationale face à la guerre franco-prussienne, qui contraste avec l'internationalisme fermement et rigoureusement observé par la section allemande dirigée par Bebel et par le vieux Liebknecht. Cette attitude chauvine de ligues de métier particulières adhérant à l'Internationale allait jusqu'à la provocation xénophobe, à l'invitation faite aux patrons locaux (4) à persécuter les prolétaires «étrangers» et notamment allemands, en tant qu'«espions de l'ennemi». Une espèce d'«A chacun son Boche!» avant la lettre (5).

On pourrait objecter, avec l'exemple de Jules Vallès et de son journal, que les éléments les plus proudhonisants ne tombèrent pas dans cette attitude chauvine, du fait qu'ils étaient en général hostiles au problème des nationalités (ce qui, comme Lénine devait le démontrer à Luxembourg, n'est en soi nullement révolutionnaire en tout temps et en tout lieu), malgré l'attitude à l'occasion raciste de Proudhon qui voulait résoudre la question juive à la Eichmann. Il ne faut pas oublier qu'ils substituaient au patriotisme le fédéralisme localiste, étant adversaires de la guerre entre Etats dans la mesure même où ils l'étaient de la révolution, c'est-à-dire de la guerre civile.

Employant presque les mêmes mots que Proudhon qui prônait la «combinaison économique» à la place de la Révolution, l'«Independent Labour Party» opportuniste (futur pilier du Bureau de Londres) sera fustigé par Lénine en octobre 1916 pour avoir écrit: «Nous n'approuvons aucune insurrection armée, de même que nous n'approuvons aucune forme de militarisme et de guerre». Et ce que Lénine lui répliquait est entièrement valable contre les proudhoniens:

«Est-il nécessaire de démontrer que de pareils “antimilitaristes” de pareils partisans du désarmement, non plus dans un petit pays, mais dans une grande puissance, sont les opportunistes les plus dangereux? Et pourtant, théoriquement, ils ont tout à fait raison quand ils considèrent l'insurrection armée comme “une des formes” du militarisme et de la guerre» (Contre le Courant).

Ainsi, si les blanquistes firent un front unique de fait avec des radicaux petits-bourgeois aux délires montagnards incapables d'une quelconque

perspective historique, la section française de la Première Internationale constituait elle-même un front unique de divers courants, avec prédominance de tendances petites-bourgeoises comme le proudhonisme et quelques nuances bakouninistes (Eugène Varlin) dans la perspective utopique de la collaboration de classe qui était impliquée dans la pacifique «combinaison économique» des mutualistes ou coopérativistes.

En tout cas, la conciliation nationale était présupposée par toutes les tendances de la direction communarde, et non seulement par des proudhoniens à la Jourde-Beslay, ou bien par des bavards «jacobins» à la Pyat et Miot, mais même par un des blanquistes «de gauche» les meilleurs et les plus clairvoyants, Théophile Ferré, qui dans ses déclarations par ailleurs très courageuses et dignes au procès reconnaissait dans la Commune une tentative légale de réorganisation nationale que les «réactionnaires» de Versailles avaient refusée, contraignant ainsi les Communards à la résistance.

En effet, ce fut Versailles elle-même (et notamment sa gauche dirigée par ce même Louis Blanc qui, longtemps après le massacre des Communards, demandera l'amnistie pour les rescapés) qui «tua la conciliation», pour employer l'expression de Vermesch. Ce fut elle qui démontra, avec l'appui complaisant de Bismarck, que les prolétaires n'ont pas de patrie; que les bourgeoisies, jusqu'alors rivales pour l'accaparement des marchés, ne connaissent plus d'ennemis nationaux face au prolétariat insurgé, mais se fédèrent en une unique Internationale capitaliste; que la «démocratie avancée» des Louis Blanc et épigones rivalise avec n'importe quel Deuxième Empire (nous pourrions dire para-fasciste par avance) dans la répression de ce mouvement ouvrier qui sort de l'ornière, c'est-à-dire qui dépasse les limites de ce que la bourgeoisie elle-même peut et doit donner pour conserver son pouvoir de classe. Bref, c'est elle qui confirma que «ceux qui font les révolutions à demi creusent leur propre fosse», comme Saint-Just s'en était aperçu, avec une intuition valable non seulement pour la révolution bourgeoise, mais plus encore pour la révolution prolétarienne.

Sans doute, cette orientation petite-bourgeoise de la direction communarde avait-elle une base sociale bien définie, ce qui est aussi vrai pour la minorité soi-disant «socialiste» que pour la majorité «jacobine». Mais il serait tout à fait faux de conclure, comme par exemple, l'anecdotiste Rougerie, que tous les Communards étaient des petits-bourgeois révolutionnaires, voire des sans-culottes plutôt que des insurgés prolétaires: pour ces historiens-là, la violence et la terreur sont toujours du «jacobinisme», comme si, comme l'a prétendu Kautsky, imité par ces Messieurs même lorsqu'ils l'ignorent, le caractère prédominant du révolutionnaire prolétarien était la faiblesse contre-révolutionnaire, c'est-à-dire... le girondinisme appliqué à la classe ouvrière!

En réalité, ce fut le poids de la petite bourgeoisie qui l'emporta sur la poussée ouvrière justement du fait du manque de préparation révolutionnaire de cette dernière, ce qui se produisit (il paraît même banal de l'ajouter) dans nombre d'autres révolutions et contre-révolutions, même là où le prolétariat avait atteint avec l'industrialisation le plus grand développement «sociologique», l'exemple classique restant toujours l'Allemagne d'il y a un demi-siècle. D'ailleurs, il faut rappeler aux historiens que Marx ne craignait pas de parler de la possibilité et de la nécessité d'une politique autonome de la classe prolétarienne même au cours de la première phase de la révolution double, comme on peut le lire dans la fameuse «Adresse du Comité Central de la Ligue des Communistes» de mars 1850. Et l'Allemagne de 1848 était évidemment passablement moins «industrialisée» que la France au sortir du Deuxième Empire, avec la permission des sociologues!

Dans la «Gazette Ouvrière», n° 4-5 du 15 avril 1911, Lénine établissait la façon correcte de poser la question:

«Il faut au moins deux conditions pour qu'une révolution sociale puisse triompher, à savoir, le niveau élevé des forces productives et la préparation du prolétariat. Ces deux conditions étaient absentes en 1871. Le capitalisme français était encore peu développé, la France était encore un pays en majeure partie petit-bourgeois (d'artisans, paysans, petites gens d'affaires, etc.). D'ailleurs la masse ouvrière n'avait pas une idée claire de ses buts et des moyens pour les atteindre, elle n'était ni préparée ni exercée. Il n'existait ni de bonne organisation politique du prolétariat, ni de larges syndicats ou de grandes coopératives...»

L'ABSENCE DU PARTI

Ne pouvant pas s'exprimer politiquement faute d'un parti ayant un programme effectivement communiste, la classe ouvrière française ne put pas davantage se dégager de la praxis petite-bourgeoise et en conséquence elle joua en maintes occasions décisives un rôle purement suiviste. Toutefois, s'il y a eu un manque de maturité du prolétariat, cela n'a pas été en raison de sa composition brute et statistique, mais en raison de l'absence de direction, fait qui ne saurait être mécaniquement expliqué par le degré de développement économique de la France de l'époque. L'abîme qui, même dans les conditions d'un développement international du capitalisme, peut exister entre le mouvement spontané des masses ouvrières et le degré de développement du parti révolutionnaire a été trop bien illustré par la Russie et l'Allemagne de notre siècle pour qu'on tombe dans cette erreur. On pourrait ajouter qu'il l'a été également par l'Angleterre du siècle dernier, et il ne sera pas inutile de rappeler aussi aux tenants de la

sociologie néocomtienne d'aujourd'hui que le Parti Communiste - évidemment international - du Manifeste a commencé à se constituer parmi des exilés allemands qui étaient pour la plupart artisans de leur état!

Faisant abstraction pour le moment des impulsions de la «base» ouvrière, il faut dire quelque chose de la seule expression politique «socialisme et révolutionnaire» qui se soit manifestée, avec - il est vrai - de multiples incertitudes, parmi les différents courants de la Commune: le blanquisme. De Bernstein à aujourd'hui, l'opportunisme de gauche comme de droite s'est toujours déchaîné contre le blanquisme, ou plutôt contre ce qui, dans le blanquisme, a justifié le jugement fameux de Marx:

«... le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, c'est-à-dire du communisme, pour qui la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme, c'est la déclaration de la révolution permanente, la dictature de classe du prolétariat en tant que transition nécessaire pour l'abolition des différences de classe en général, pour l'abolition de tous les rapports de production sur lesquels celle-ci reposent, pour l'abolition de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, pour le bouleversement de toutes les idées qui jaillissent de ces relations sociales.» («Luttes de classes en France», cahier III°, mars 1850).

Marx, de même que Lénine, a été accusé de blanquisme parce qu'il a revendiqué la dictature révolutionnaire du prolétariat, parce qu'il a souligné la nécessité d'étudier et de préparer l'insurrection, parce qu'il a parlé d'elle comme d'un «art» qui ne peut pas être abandonné à l'initiative et à la «créativité» tant vantée des masses, mais qui au contraire présuppose l'organisation préalable et la direction de cette force.

Kautsky, qui avait beaucoup de sympathie pour l'anti-terrorisme des proudhoniens, mais qui n'en était pas à une contradiction près, ayant accusé les bolcheviks de... proudhonisme à cause de leur prétendu «utopisme», Trotsky lui répliquait dans «Terrorisme et Communisme»:

«Avec bien plus de fondement, Kautsky pourrait nous comparer aux adversaires des proudhoniens, à savoir les blanquistes, qui comprenaient la prémisse nécessaire du pouvoir révolutionnaire et ne subordonnaient pas superstitieusement la conquête de ce pouvoir aux caractéristiques formelles de la démocratie. Toutefois, pour donner sa signification exacte à cette comparaison entre communistes et blanquistes, il faut ajouter que nous, nous avons à notre disposition, avec les Conseils des ouvriers et soldats, une organisation subversive dont les blanquistes ne pouvaient pas même rêver; avec notre Parti, nous avons et avons une organisation irremplaçable de direction politique, avec un programme achevé de révolution sociale; et avec les syndicats nous avons un appareil puissant de transformation sociale véritable, qui suit dans son ensemble le drapeau du communisme et soutient le pouvoir soviéti-

que.»

Pour voir à quel point le fondateur de l'Armée rouge était d'accord avec Lénine pour considérer que le «péché originel» de la Commune résidait dans cette absence de parti prolétarien révolutionnaire, il suffit de relire «Les leçons de la Commune» qu'il écrivit en février 1921, une année après «Terrorisme et Communisme», devant lesquelles les philistins «éclairés» et «informés» d'aujourd'hui qui voudraient bien que cette arme fût définitivement abandonnée pourront ricaner autant qu'ils le voudront. En voici une citation, en renvoyant au texte complet publié plus loin:

«Le parti ouvrier - le vrai - n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. **C'est seulement à l'aide du parti qui s'appuie sur toute l'histoire du passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes, et en extrait la formule de l'action nécessaire que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire, ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.**

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois dont fourmillait la Commune levaient les yeux ou ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique, hésitaient, et -pendant ce temps-là, les masses tâtonnaient, perdaient la tête à cause de l'indécision des uns et de la fantaisie des autres. Le résultat fut que la révolution éclata au milieu d'elles: trop tard, Paris était encerclé. Six mois s'écoulèrent avant que le prolétariat eût rétabli dans sac mémoire les leçons des révolutions passées (...) des trahisons réitérées de la démocratie, et s'emparât du pouvoir.

Si le 18 mars, le pouvoir se trouve entre les moins du prolétariat de Paris, ce ne fut pas qu'il s'en fût emparé consciemment, mais parce que ses ennemis avaient quitté Paris. Ce fut alors que le prolétariat devint maître de la situation, mais il ne le comprit que le lendemain. La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendît. Ce premier succès fut une **nouvelle source de passivité** (...). La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le pouvoir dans tout le pays (...) et pour atteindre ce but, il fallait sans perdre de temps vaincre Versailles et envoyer par toute la France des organisateurs, des agitateurs, de la force armée... Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation, les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale: ils n'attaqueront pas les autres si les autres ne les attaquent pas; chaque ville a son droit sacré de self-government.

Ce bavardage idéaliste (...) couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire (...). Sous forme de «lutte contre le centralisme despotique» et contre la discipline «étouffante» se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe

ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs... oracles locaux.

*La classe ouvrière toute entière (...) peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un **appareil centralisé et lié par une discipline de fer**.*

LES ASPECTS CONTRADICTOIRES DU BLANQUISME

Le blanquisme ne pouvait pas constituer un parti véritable, avant garde et guide de la classe, dans la mesure où il restait un courant volontariste qui croyait possible de prendre le pouvoir dans n'importe quelle situation objective grâce à l'initiative audacieuse d'un groupe de conspirateurs, et dans la mesure aussi où il n'avait pas de programme historique dont il aurait pu déduire sa tactique, bien que sur la trace de Saint-Simon, L. A. Blanqui fût personnellement arrivé à la conception du «dépérissement» et de l'extinction de l'État et du remplacement du gouvernement des hommes par l'«administration des choses». Sa Vision de la dictature du prolétariat restait donc tout à fait formelle parce que dépourvue de tout contenu politique et économique défini, et de ce fait déracinée de son terrain de classe qui, dans une révolution victorieuse, apparaît dans le fait que c'est le parti prolétarien qui prend le pouvoir.

Dans la vision marxiste, le parti prolétarien exerce la dictature par la terreur que ses armes inspirent à ses adversaires, selon l'expression magnifique d'Engels («De l'Autorité», 1874) qui reprochait à la Commune de ne pas s'en être suffisamment servie. Ce parti exprime le programme de classe et s'appuie sur la force de, l'avant-garde prolétarienne de façon à pouvoir réprimer non seulement les autres classes, mais même les couches arriérées de la classe ouvrière elle-même. Au lieu de cela, dans le blanquisme, le parti était privé de base de classe dans la mesure même où il était privé de programme, si bien que sa conception d'un pouvoir de parti se réduisait à celle du pouvoir d'une secte de conspirateurs. Voilà pourquoi Engels a pu écrire les lignes suivantes, sur lesquelles on a fait un contresens complet quand, plus tard, on a voulu leur donner une signification «anti-substitutionniste», comme si la dictature du prolétariat ne devait pas, pour mériter ce titre, être exercée par un organe dirigeant s'identifiant avec le parti, seule force consciente de l'avenir de la classe et capable de la guider dans le sens de sa mission historique, c'est-à-dire dans le sens de ce qu'elle est historiquement contrainte de faire en conformité avec sa fonction dans la société:

«Du fait que Blanqui conçoit toute révolution comme le coup de main d'une petite minorité révolutionnaire, il s'ensuit la nécessité d'une dictature sur le reste, dictature qui n'est bien entendu pas celle de toute

la classe révolutionnaire, du prolétariat, mais du nombre restreint des auteurs du coup de main, déjà préalablement organisés sous la dictature d'un seul ou de plusieurs individus» (Engels, «Programme des Communistes blanquistes réfugiés», Der Volksstaat, no 73, 26 juin 1874).

N'ayant pas de base de classe dans le prolétariat faute d'un programme et d'une stratégie adéquats, les blanquistes étaient obligés de la chercher dans une masse indifférenciée de «citoyens» dont la caractéristique commune se réduisait très platement à être de «bons républicains». Le sens véritable de la critique d'Engels est donc le reproche d'interclassisme et en aucune façon de «substitutionnisme»: l'histoire, y compris celle de la Commune, a confirmé le diagnostic.

Lorsque dans la préface à l'adresse sur «La Guerre civile en France» et dans d'autres textes, Engels impute aux blanquistes les fautes politiques de la Commune, ce n'est pas du tout, comme certains historiens l'ont cru, parce qu'il s'imaginait que la majorité de la Commune était formée de blanquistes; c'est parce qu'étant les seuls capables de comprendre la nécessité de certaines mesures révolutionnaires essentielles, ils empêchèrent par avance qu'elles fussent appliquées en faisant bloc avec la majorité radicale-jacobine conciliatrice. A ce propos, il n'est pas inutile de souligner que Marx, qui avait compris l'inopportunité stratégique d'un mouvement isolé comme celui de la Commune (6), tout en prêchant la nécessité d'aller jusqu'au bout une fois le mouvement engagé, distinguait très nettement entre la conciliation démocratique qui ne pouvait que prélude à la défaite prolétarienne, d'une part, et, de l'autre, le compromis tactique dont il parle dans sa lettre du 22 février 1881 à Domela Nieuwenhuis en disant qu'il «était alors le seul but qu'on pouvait atteindre» et qui supposait ou contrairement la conquête de positions de force, comme par exemple «l'appropriation de la Banque de France», acte «déjà suffisant pour en finir une bonne fois avec l'arrogance des gens de Versailles».

L'attitude de conciliation empêche au contraire le compromis et déchaîne un conflit dans lequel les prolétaires se retrouvèrent sans direction véritable. La modération qui trouva un alibi dans l'appui des blanquistes et des Internationaux fut donc fatale même aux seules fins immédiates et rendit impossible toute retraite stratégique après avoir exclu la possibilité de contraindre la bourgeoisie à pactiser en prenant des otages et, en premier lieu, celui constitué par la Banque de France.

Les blanquistes ne furent même pas capables de se désolidariser d'un Félix Pyat dont l'attitude de conciliation et, objectivement, de trahison, même en ce qui concerne la conduite purement militaire du conflit, avait pourtant été dénoncée plusieurs fois par les militants de base dans nombre d'interventions publiées, par exemple, dans «Le Père Duchesne».

Certes la minorité libertaire d'inspiration proudhonienne était politi-

quement étrangère à la révolution, autant et même plus que les radicaux jacobins, car tout aussi petite-bourgeoise qu'eux, elle était certainement beaucoup plus pacifiste et localiste; le poids politique de cette minorité contribua beaucoup à la faillite de la direction de la Commune en faisant pencher la balance du côté de la démocratie, mais contrairement à ce qui est le cas pour les blanquistes, on ne peut pas dire que les libertaires aient failli à leur propre programme, leur attitude étant parfaitement conforme à ce dernier. Ce sont au contraire les blanquistes qui avaient proposé les revendications que l'on trouve dans l'«Adresse» de Marx: emploi rationnel du Comité central avant de perdre du temps en élections communales, marche sur Versailles, confiscation de l'argent déposé dans les banques, contrôle de la presse, contre-espionnage effectif, application de la loi sur les otages, bref la Terreur comme Trotsky lui-même l'a reconnu dans un passage systématiquement dénaturé par des traducteurs infidèles:

«Les mesures de la préfecture de police dirigée par Raoul Rigault avaient un caractère terroriste par excellence, bien qu'elles n'aient pas toujours été appropriées au but visé».

L'inadéquation, c'est-à-dire l'insuffisance de ces mesures a été due exclusivement au caractère démocratique de la Commune, c'est-à-dire au fait que sa majorité a saboté ces directives qui émanaient d'une minorité, non seulement au sein de la direction communale, mais au sein du blanquisme lui-même, car le centralisme blanquiste n'étant pas, un centralisme organique (la dictature d'un programme), l'absence physique du «Vieux» avait provoqué une confusion navrante jusque parmi ses disciples.

RÉACTIONS DÉSESPÉRÉES CONTRE L'IMPUISSANCE DÉMOCRATIQUE

Il suffit de rappeler quelques séances de la Commune qui montrent clairement que seuls quelques blanquistes cherchèrent à s'opposer à l'incroyable impuissance démocratique, aux fleuves de miel dans lesquels s'enfonçait la Commune face à une contre-révolution impitoyable dont les premières initiatives auraient dû faire voir, même à des aveugles, qu'elle préparait minutieusement le massacre final.

Le 24 avril, Rigault déclare:

«Hier, en mon absence, vous avez déclaré que tous les membres de la commune auraient le droit de rendre visite à tous les détenus. En accord avec le Comité de contrôle que vous m'avez adjoint, je vous demande de revenir sur le vote d'hier, au moins en ce qui concerne les individus au secret. Si vous maintenez votre vote, je serais forcé de donner ma démission, et je ne pense pas qu'un autre pourrait dans ces conditions accepter une telle responsabilité... Quand on n'a pas vu le dossier d'un homme emprisonné, on peut se laisser attendrir par ses paroles, par des

questions de famille, d'humanité, et l'aider à communiquer avec l'extérieur». Esprit de 1793? Qu'on se rappelle l'attitude de Lénine à l'égard de Gorki et de Lounatcharsky, qu'on relise «Leur morale et la nôtre» de Trotsky!

Rigault se méfiait à juste titre des «révolutionnaires» qui siégeaient à la Commune et dont le doyen était le proudhonien Beslay et il prouva le 5 mai qu'il y avait dans la Commune des agents provocateurs tels que le soi-disant Blanchet, moine défroqué:

«Vous vous rappelez qu'il a été convenu que quand on aurait procédé à l'arrestation d'un collègue, on ferait un rapport à la Commune; je le fais aujourd'hui, non pas dans les quarante-huit heures, mais dans les deux heures».

Le 17 mai, Rigault s'écrie de même: *«Je suis d'avis de répondre aux assassinats des Versaillais de la façon la plus énergique, en frappant les coupables et non les premiers venus... Et je place sur la même ligne les hommes qui sont d'accord avec Versailles et les complices de Bonaparte... Il faut que vos jurés soient un véritable tribunal révolutionnaire».*

Dans toutes ces occasions, les autres Communards accusèrent Rigault de «bonapartisme», de «despotisme», et l'historien Lissagaray qui sympathisait avec eux a le toupet de reprocher à l'incommode Procureur de la Commune *«le peu d'efficacité de ses mesures»* et de l'accuser d'avoir plus persécuté les vieux instruments de «Napoléon le Petit» que les espions véritables: calomniez, il en restera toujours quelque chose et les autres «historiens» n'ont pas manqué de répéter Lissagaray sur ce point!

Malgré l'opposition qui rendit vaines la plupart de leurs initiatives, Rigault et Ferré ont en réalité prouvé qu'ils savaient frapper au but, comme le prouvent l'exécution de G. Chaudey, exécuteur testamentaire de Proudhon, participant de congrès démocratiques internationaux et responsable du massacre du 22 janvier devant l'Hôtel de Ville, bref, véritable prototype de «démocrate avancé» avant la lettre, et celle de l'archevêque gallican Darboy, libéral, adversaire du dogme de l'infaillibilité pontificale, donc véritable «curé progressiste», sinon «prêtre ouvrier», qu'avec beaucoup de clairvoyance politique Thiers avait refusé d'échanger avec la «tête» dont la Commune manquait, Blanqui «le reclus».

L'attitude prise par les blanquistes les plus conséquents à propos du Comité de Salut Public (7) est également très significative. Dans sa déclaration de vote, Rigault dit «espérer que le Comité de Salut Public sera en 1871 ce que l'on croit généralement, mais à tort, qu'il a été en 1793», à savoir l'organe de la terreur rouge du prolétariat (8). Rigault ne faisait pas allusion à la tradition hébertiste (illustrée par l'ouvrage de G. Tridon qui appartenait à la minorité), mais plutôt à la possibilité existant en 1871, étant donné le contenu nouveau de la révolution à l'ordre du jour

(la révolution prolétarienne et non plus bourgeoise), de faire autre chose de l'organe central du pouvoir qu'un écho rhétorique du révolutionnarisme petit-bourgeois (que malheureusement il fut).

La minorité, elle, critiquait le principe même de la dictature et du centralisme, comme émanation du «principe d'autorité» détesté, ce qui justifie entièrement la critique d'Engels dans l'«Almanach républicain» de 1874 (9) et la critique du «Père Duchesne» du 18 mai reprenant les arguments développés par Vaillant dans sa déclaration de vote du 1er mai, peut-être la plus claire et la plus nette de toutes:

«Je ne partage pas l'illusion de l'assemblée qui croit avoir fondé un comité politique directeur, un comité de salut public, alors qu'elle ne fait que renouveler avec une étiquette nouvelle sa commission exécutive des premiers jours. Si l'assemblée voulait avoir un réel comité exécutif, pouvant vraiment prendre la direction de la situation, parer aux éventualités politiques, elle devrait commencer par se réformer elle-même, cesser d'être un petit parlement bavard, détruisant le lendemain aux hasards de sa fantaisie ce qu'il a créé la veille et se jetant au travers de toutes les décisions de sa commission exécutive. La Commune ne devrait être qu'une assemblée de commissions se réunissant pour discuter les résolutions, les rapports présentés par chacune d'elles, écoutant le rapport politique de son comité exécutif, et jugeant si ce comité remplit son devoir, s'il sait donner l'unité d'impulsion, de direction, s'il a l'énergie, la capacité nécessaires pour le bien de la Commune. Au Comité exécutif seraient renvoyées les affaires politiques, aux commissions diverses toutes les affaires de leur ressort, et les séances se passeraient sans incidents inutiles, à prendre des résolutions et non plus à discourir. Pour un comité exécutif de cet ordre, et seul vraiment digne de porter le titre de Salut Public, qui n'a d'ailleurs pas d'importance et qui a le désavantage d'être une répétition, le voterai oui sans phrases. En un mot, il faut organiser la Commune et son action; faire de l'action, de la Révolution et non de l'agitation, du pastiche».

Avec Trinquet, Ranvier, Ferré, Rigault et quelques autres comme Duval, l'ouvrier-général, membre de l'internationale, ce fut bien pratiquement une avant-garde du blanquisme qui s'opposa aux caprices libertaires dont elle décelait très bien le caractère opportuniste (*«il faut guillotiner ce tas de Girondins»*, se serait exclamé Rigault) et qui se heurta de ce fait au légalitarisme palabreur et inconcluant et à l'attentisme conciliateur de la majorité qui ne comprenait pas les tâches que la Commune avait été contrainte par la force des choses et tout à fait contre le gré de ses membres à prendre sur elle. Face à l'anarcho-démocratisme vomissant sa rage contre les partisans de la dictature révolutionnaire et de la terreur de classe, la position de Karl Marx est sans équivoque, et on la trouve exprimée dans sa polémique contre «La Révolution sociale» dirigée par

Mme André Léo, femme de Benoît Malon, anarcho-réformiste, dont il cite la déclaration au Congrès de la Paix de Lausanne:

«Raoul Rigault et Ferré, qui furent tous deux des protagonistes funestes de la Commune et qui, jusqu'à l'exécution des otages (10) n'avaient jamais cessé, toujours en vain, d'invoquer des mesures sanglantes» et à laquelle il répond:

«Dès son premier numéro, la "Révolution sociale" se hâte de se mettre au niveau du «Figaro», du «Gaulois», de «Paris-Journal» et des autres feuilles immondes dont elle reprend à son compte toutes les louches attaques contre le Conseil Général», soulignant que cette flatterie à l'égard du pacifisme démocratique et interclassiste par le dénigrement des martyrs de la révolution avait été faite «au moment même où Ferré attendait dans sa prison l'heure d'être acheminé vers le poteau de Satory».

L'opposition de la majorité et de la minorité (unanimement sur ce point) à l'activité des blanquistes les plus décidés empêcha alors l'utilisation de forces précieuses comme celles de Duval, de Dombrowsky (qui sera suspecté à tort et ira volontairement à la mort pour se laver du soupçon de trahison), de Wroblewsky, tous chefs militaires de valeur, et surtout de Rossel, véritable spécialiste militaire qui, malheureusement, fut un adversaire acharné des blanquistes, seules forces capables d'employer ses qualités stratégiques, et qui s'opposa même à une «dictature militaire» sous le contrôle du Comité de Salut Public dont il connaissait aussi bien que les meilleurs blanquistes l'inaptitude et l'hétérogénéité.

LA CONDAMNATION A LA DÉFENSE PASSIVE

Du fait de l'absence d'une stratégie d'offensive révolutionnaire contre Versailles, la Commune fut condamnée à revenir à la défense passive sur les barricades. Le lendemain de l'entrée des Versaillais à Paris, le 22 mars, le jacobin Delescluze appellera les Parisiens à marcher contre l'ennemi, parlant encore de lui montrer «par leur énergie révolutionnaire qu'on peut vendre Paris, mais qu'on ne peut ni le livrer, ni le vaincre».

Mais tandis que toute victoire étant apparue impossible, il ne restera plus à Delescluze qu'à aller se faire tuer, le 25 mai, sur une des dernières barricades résistant encore, et à mourir debout comme il l'avait décidé, les blanquistes Rigault, Ferré, Gois cherchèrent jusqu'au bout à donner des exemples de terreur révolutionnaire, parce que comme le disait Rigault, pressentant la défaite et sa propre mort après l'exécution de Chaudey, «cela servira pour la prochaine fois» - c'est-à-dire pour la prochaine révolution.

Pourtant, le mouvement parisien qui conduisit à la Commune avait fait

au début la preuve de sa capacité à dépasser cette tactique désespérée par une lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Comme le dit Engels dans sa célèbre introduction de mars 1893 aux «Luttes de classe en France» ignoblement défigurée par les opportunistes qui dirigeaient la social-démocratie allemande, la lutte dans les rues «devra être engagée avec des forces beaucoup plus grandes qui préféreront l'attaque ouverte à la tactique passive des barricades», attaque déjà expérimentée dans la Grande révolution bourgeoise ainsi que dans les journées révolutionnaires du 4 septembre et du 31 octobre 1870.

Si la Commune elle-même put se constituer, ce fut également par une mobilisation active bien différente du retranchement passif derrière de vaines barricades. Si en juin 1848, celles-ci n'avaient pas arrêté la coalition des bourgeois, des petits-bourgeois et du sous-prolétariat lancés dans la chasse à l'hydre rouge, il était absurde d'attendre un résultat différent en mai 1871 (11).

Il est important de remarquer - d'accord avec tous les recueils de documents, journaux, rapports, etc. ... - que les militants de base, les clubistes de la banlieue, etc., ne cessèrent pas un seul moment de poser la question: «Pourquoi la Commune est-elle si molle?» (cité dans le recueil: *Lettres au «Père Duchesne» pendant la Commune de Paris*, Paris, Bureau d'Éditions, 1934, p. 23), d'exiger des mesures de terreur, de plaider pour la marche sur Versailles. D'autre part, il n'est pas difficile de retrouver dans nombre de mémoires de l'époque la même attitude qui prouve qu'il y avait plus de «conscience» dans la masse que dans la direction, ce qui annonçait une défaite immanquable, car c'est cette dernière qui aurait dû canaliser l'impulsion de la base et lui donner une expression programmatique et tactique achevée. Au contraire, la direction communarde resta au-dessous du niveau du suivisme puisque dans de nombreux cas elle empêcha le travail des quelques militants (une minorité parmi les blanquistes eux-mêmes, comme nous avons vu) qui se faisaient les interprètes de cette avant-garde ouvrière à laquelle les pisse-copie «up-to-date» ont refusé le qualificatif de prolétarienne pour la qualifier de «sans-culotte», selon le même critère qui permettait à Kautsky de proclamer prolétarienne la Commune et «sans-culotte» la République des Soviets de Russie!

Nous ne voulons pas raconter d'anecdotes, mais pour souligner la fausseté de la légende «concrétiste» selon laquelle la minorité «spontanéiste» aurait collé au mouvement des couches prolétariennes les plus décidées, il ne sera pas inutile de rappeler l'épisode raconté par Jules Vallès dans son «Insurgé» avec une candeur vraiment anarchiste. Alors qu'il se lamentait en compagnie de Lefrançois et Longuet à l'annonce par Genton (autre vaillant blanquiste fusillé à Satory) de l'exécution de Mgr Darboy, un jeune ouvrier leur répondit: «On saura donc que si la

Commune faisait ses arrêts pour rire, nous, nous les appliquions sérieusement... Et puis, quand même, ma balle a fait un trou dans le ciel!» .Après l'image prométhéenne de «l'assaut au ciel» de Karl Marx, où trouver une plus haute louange de la rébellion prolétarienne, qui ne s'exprima malheureusement que de façon très affaiblie et terne dans la Commune?

Comme toujours, les spontanéistes trichent grossièrement lorsqu'ils exaltent comme le résultat d'une libre création ouvrière ce qui fut seulement la conséquence de préjugés petits-bourgeois et contre-révolutionnaires qui s'opposèrent aux exigences exprimées d'une manière confuse mais vigoureuse par le prolétariat, le collectif et impersonnel «*Jean Misère*» des chansons ouvrières de l'époque, que les conditions objectives poussaient au mouvement social et donc politique - «*le combat ou la mort, la lutte sanguinaire ou le néant*» - balayant tout utopisme proudhonien rétrograde. Et c'est ce même Jean Misère qui, après la défaite, ira au mur avec un stoïcisme que les bourreaux taxeront d'effronterie cynique, d'«*insolente résolution d'en finir avec la vie plutôt que de vivre en travaillant*», sinistre calembour sur le mot d'ordre des insurgés Lyonnais: «*Vivre en travaillant ou mourir en combattant*».

Indépendamment des attitudes individuelles, le comportement politique des libertaires proudhonisants (et Proudhon est le père spirituel de Bernstein autant que de Bakounine, car l'opportunisme caractérisé par l'immédiatisme est invariant lui aussi) fut exactement le même que celui de cette Commune qui faillit à sa mission de direction de la dictature prolétarienne. Faire leur apologie, c'est donc exalter tout ce qui provoqua cette faiblesse subjective de la Commune et sa chute sans lutte efficace. Il ne faut donc pas s'étonner que les opportunistes aient toujours porté aux nues ces aspects de la Commune, les identifiant sans scrupules avec la véritable dictature du prolétariat par opposition à la dictature exercée sur le prolétariat par les néo-jacobins et les blanquistes. Ces gens flattent la Commune justement parce qu'elle a échoué, ils exaltent l'absence des conditions objectives, mais surtout subjectives de la victoire ou au moins d'une affirmation de la dictature révolutionnaire. Cela revient en substance à exalter la contre-révolution dont Thiers n'a été que l'agent extérieur, l'agent intérieur (peu importe la bonne ou mauvaise foi) ayant été la domination des courants petits-bourgeois et en somme démocratiques.

Comme l'a dit Trotsky, Kautsky, représentant de l'opportunisme toute espèce,

«voit la supériorité la plus grande de la Commune justement là où nous voyons sa misère et sa faute... Nous profitons du souvenir de la Commune, malgré l'étroitesse évidente de son expérience, la piètre préparation de ses membres, le manque de clarté de son programme, l'absence de concorde entre ses chefs, l'indécision de ses plans, le désordre sans espoir

dans l'exécution, enfin sa ruine affreuse et, par toutes ces raisons, fatalement déterminée».

A cette citation de «Terrorisme et Communisme» il n'est pas inutile d'en ajouter une autre, tirée d'une brochure de Karl Radek, écrite en réponse à un pamphlet de Kautsky, intitulé «Dictature prolétarienne et terrorisme»:

«Comme c'est l'habitude dans les documentaires didactiques, M. Kautsky a cité deux exemples pour le bien et la paix du peuple allemand: la dictature jacobine de la violence qui devait se terminer par la défaite, car elle voulait réaliser des illusions par des moyens violents, et donc abrutir et tromper le prolétariat; et par opposition à ce tableau aux couleurs très sombres, l'image radieuse de la dictature démocratique de la Commune de 1871, qui s'est gravée profondément «dans les cœurs de tous ceux qui aspirent à la libération du genre humain», car elle était pénétrée complètement de l'esprit d'humanité animant la classe ouvrière du dix-neuvième siècle. Nous avons démontré que le film didactique de M. Kautsky n'est qu'un simple tour de passe-passe. La Commune de Paris de 1793 ne représentait pas une dictature prolétarienne, mais au contraire bourgeoise; elle ne se «brisa» pas contre l'impossibilité de réaliser les illusions prolétariennes, mais au contraire sut remplir sa grande fonction historique, la destruction de la féodalité. La Commune prolétarienne de 1871, au contraire, se brisa après deux mois d'existence seulement contre la confusion de ses chefs qui, imbus d'illusions, ne surent pas porter le combat en dehors des murs de Paris. Ce que Kautsky appelle l'esprit d'humanité n'était en réalité que la faiblesse des chefs de la Commune, leur irrésolution dans la lutte contre un ennemi implacable.

Lorsque Kautsky affirme que la Commune de 1871 s'est gravée, grâce à son esprit humanitaire, dans les cœurs de tous ceux qui aspirent à la libération du genre humain, ce vieillard prend son cœur ramolli pour le cœur de fer du prolétariat. La Commune est devenue le symbole des aspirations socialistes non grâce à sa faiblesse qu'il appelle humanité, mais du fait qu'elle a constitué la première tentative prolétarienne de prise du pouvoir».

LA RÉVOLUTION EST INSÉPARABLE DE LA DICTATURE DU PARTI ET DE LA TERREUR ROUGE

Si la révolution double de Russie succomba sous le poids de sa tâche démocratique initiale qui n'était nullement négligeable et sous la pression des forces de l'accumulation primitive incarnées par le stalinisme, elle présentait, tant que le bolchevisme resta vivant, les conditions politiques de la révolution permanente. Dans la Commune, ou contraire, ces conditions n'existaient pas du fait de l'absence d'un mouvement communiste

autonome ayant une vision programmatique et tactique adéquate. De là résulta son aspect national et démocratique, en contradiction avec sa base, puisqu'à la différence de la révolution russe, elle n'avait pas à réaliser la construction du capitalisme. En même temps que le cycle des guerres de libération nationale, elle a fermé celui des révolutions démocratiques, les deux ne faisant d'ailleurs qu'un.

C'est là son enseignement fondamental comme Marx l'a montré dans «La Guerre civile en France» et comme les événements ultérieurs n'ont fait que le confirmer. Qu'elle s'abrite derrière des arguments réformistes ou gauchistes, toute «voie nationale» et «démocratique» au socialisme équivaut à la mort de la révolution. La révolution prolétarienne sans dictature de parti, sans véritable terreur rouge, c'est-à-dire la révolution pour rire souhaitée par tous les libéraux, les démocrates, les libertaires, de Kautsky aux militants du K. A. P. D. et aux tribunistes hollandais, de Gramsci à la gauche extraparlamentaire d'aujourd'hui, n'est que le dernier espoir de la bourgeoisie en cas de révolte sociale du prolétariat., que le prélude de nouvelles «semaines sanglantes» vouées à la défaite (et bien entendu la même chose vaut pour le «socialisme dans un seul pays» ou localisé à quelques-uns et pour toute forme de centrisme»).

Toutes les formes d'immédiatisme se sont affirmées à la direction de la Commune et leur effet les ont condamnées de façon définitive historiquement, de même que l'annihilation de l'élan spontané du prolétariat par l'absence de direction adéquate a définitivement condamné toute forme de spontanéisme. Sans doute le parti n'est-il qu'une condition nécessaire et nullement suffisante de la victoire, mais son absence est de toutes façons contre-révolutionnaire, car elle n'est pas sans raison, et cette raison est précisément une de celles qui rendent la contre-révolution inévitable; au contraire, même dans des conditions défavorables, la présence du parti permet de tirer des leçons non seulement théoriques, mais pratiques de la défaite, et c'est là la condition de la reprise, ou du moins d'une retraite en bon ordre préluant à une telle reprise. Cela a été prouvé avec une extrême clarté, d'une part par les années qui ont suivi la défaite de la révolution russe de 1905 et conduit à la victoire d'Octobre 1917 et, d'autre part, par les situations objectivement favorables (comme le premier après-guerre en Allemagne) qui n'en aboutirent pas moins à la contre-révolution du fait des conditions qui avaient fait obstacle à la formation d'un véritable parti communiste, comme la domination de la social-démocratie et spécialement du centrisme kautskyen.

Depuis son apparition, le socialisme scientifique, le communisme révolutionnaire combat toutes les influences qui font obstacle à la constitution du prolétariat en classe (et donc en parti politique) puis en classe dominante, et qui la rendent impossible. La grande peur que la Commune a inspirée aux bourgeois témoigne du fait que le mouvement dont elle est

née allait dans cette direction et que s'il n'atteignait pas son but, ce fut uniquement parce qu'il manquait d'une direction non pas occasionnelle et hétéroclite, mais résumant l'expérience historique de la classe. Si Marx ne l'avait pas reconnu, le plus haut éloge de la signification inconsciente du potentiel révolutionnaire du mouvement communal serait à trouver dans les flots d'insultes que les Maxime du Camp, les A. Dumas et autres «journalistes policiers, marchands de calomnies», comme disait E. Pottier, poète de «l'Internationale» ont vomi contre lui, et dont on a un bon exemple dans «L'orgie rouge», chapitre de «Barbares et Bandits: la Prusse et la Commune», de Paul de Saint-Victor (Paris 1871), qui écrit:

«L'insurrection du 18 mars... éclate brusquement, en pleine république, en pleine liberté, devant l'invasion rangée en bataille sous les remparts de Paris, contre une assemblée librement élue, contre le suffrage universel, contre la religion, contre la bourgeoisie, contre l'industrie, contre la famille, contre le travail, contre tout ce qui fait la dignité, la sécurité et la vie d'un peuple. Ce n'est ni à un despotisme, ni à une aristocratie qu'elle déclare la guerre, mais à la civilisation, à la société et à la patrie. Elle n'a pour dogme qu'un athéisme grossier, pour doctrine qu'un matérialisme abject, pour programme que le lazzaronisme armé, l'expropriation de toutes les classes par une seule, l'égalité des parts dans la mangeoire humaine, la curée de la fortune publique et privée jetée en proie aux appétits et aux convoitises du prolétariat...»

DANS QUEL SENS LA COMMUNE EST IMMORTELLE

Voilà pourquoi nous reconnaissons dans la Commune l'aube encore pâle de la destruction du Moloch des libertés bourgeoises devant lequel brûle son encens l'idéalisme démocratique qui n'a jamais été aussi bien incarné que par Gallifet et par Noske. Voilà pourquoi Lénine écrivait en avril 1911, dans la «Gazette ouvrière», n° 4-5:

«La cause de la Commune est la cause de la révolution sociale, la cause de l'émancipation politique et économique intégrale des ouvriers, la cause du prolétariat mondial. En ce sens, elle est immortelle.»

Cette cause, la Commune n'a été évidemment capable ni de la faire triompher, ni même de la défendre avec clairvoyance et conscience. La leçon de classe quelle a donnée n'en est que plus incisive. Et cette leçon, c'est, comme nous l'avons toujours affirmé, quitte à nous faire accuser de dogmatisme, voire de psittacisme, la confirmation la plus absolue du rôle central, irremplaçable du parti de classe, caractérisé par une position révolutionnaire en ce qui concerne la prise du pouvoir et l'exercice de la dictature et les problèmes tactiques qui y sont liés.

Comme Lénine le rappelait, il n'y avait pas en 1871 un niveau suffisam-

ment élevé des forces productives, mais cela ne justifiait nullement un schéma de révolution double, si bien que le caractère démocratique révolutionnaire du gouvernement communard n'a été qu'une faiblesse fatale et un anachronisme dans lequel le poids du passé a fermé les perspectives de l'avenir. Dans le cadre actuel du monde euro-américain (et japonais) enserré dans le réseau d'un capitalisme développé, il ne peut plus être question d'insuffisant développement des forces productives, tandis que la nécessité d'une convergence entre l'avant-garde ouvrière poussée dans la rue par les contradictions exaspérées du régime et sa direction politique subsiste entièrement.

Cela nous conduit à la question de la coïncidence de la crise du capitalisme et de la maturation du parti «formel» sur le plan international. Ce n'est certainement pas demain qu'elle sera résolue et pour la résoudre l'organisation embryonnaire des marxistes révolutionnaires existant aujourd'hui ne peut pas «inventer» un quelconque expédient organisationnel, mais doit compter exclusivement sur la dictature du programme en son propre sein. Telle est la condition à laquelle pourront se former des cadres réellement capables de diriger un jour le mouvement prolétarien vers ses buts révolutionnaires qui ne dépendent pas de la volonté des individus, mais bien de ce que le prolétariat sera contraint de faire, à condition d'en avoir le moyen, à savoir une direction de parti.

Il y a une ironie involontaire dans le couplet de l'anarchiste Louise Michel («Chanson des prisons», mai 1871):

«Quand la foule aujourd'hui muette
Comme l'Océan grondera,
*Qu'à mourir elle sera prête,
La Commune se lèvera.*»

Certes, le grand problème est bien là. Mais lorsque le prolétariat, et non pas la «foule», le Peuple, bougera sous l'impulsion des événements, il devra avoir à sa tête une cohorte internationale de fer, sans laquelle les défaites du passé - telle celle de la Commune - ne pourraient que se répéter.

Alors seulement une victoire mondiale remportée par un état-major mondial pourra mettre fin à l'histoire douloureuse de la classe opprimée, en même temps qu'à la domination sanglante du Capital et, dans la perspective, au Léviathan de la société divisée en classes.

(1) Il est navrant que cette ineptie ait été formulée dans «La Commune vécue» par le blanquiste Gaston Da Costa qui avait été adjoint à Rigault dans les services de police de la Commune.

(2) Francis Jourde, bien que non révolutionnaire, fut condamné par les tribunaux versaillais, tandis que le vieux proudhonien (et millionnaire) Charles Beslay recevait un sauf-conduit du gouvernement pour la Suisse après la défaite de la Commune et plus tard un non-lieu.

(3) cf à ce sujet la critique du «Programme des Communards blanquistes réfugiés» par Engels dans le «Volksstaat», n° 73, du 26 juin 1874.

(4) cf. le Manifeste des imprimeurs, écrivains et dessinateurs lithographes du 19 février 1877.

(5) Manchette de la première «Humanité» légale du P.C.F. après la libération de Paris dans la seconde guerre impérialiste mondiale.

(6) cf. le discours de K. Marx à Amsterdam le 8 septembre 1872: «*La révolution doit être solidaire et nous en avons un grand exemple dans la Commune de Paris qui est tombée parce que dans aucun des grands centres, ni à Berlin, ni à Madrid, etc...., n'a surgi un grand mouvement révolutionnaire correspondant à cette suprême levée en masse du prolétariat parisien.*»

(7) La formation d'un Comité de Salut Public a été proposée le 28 avril par les Jacobins à la suite de la panique d'Issy, en remplacement de la seconde Commission Exécutive résultant de la réorganisation du gouvernement communaliste décidée le 21 avril à la suite des premiers désastres, toujours sur l'initiative des Jacobins.

(8) Même Kautsky affectait de comprendre ainsi le Comité de Salut Public de 1793, lui reprochant de n'avoir pas «réalisé le socialisme»!

(9) «De l'autorité», «Almanach républicain pour l'an 1874»:

«Ces messieurs-là, n'ont-ils donc jamais vu une révolution? Une révolution est sans doute la chose la plus autoritaire qui soit, c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie avec des fusils, des baïonnettes et des canons, qui sont des moyens par excellence autoritaires: et le parti vainqueur, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit continuer cette domination par la terreur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle n'avait pas employé cette autorité de peuple armé face aux bourgeois? Et au contraire, ne peut-on pas lui reprocher de ne l'avoir pas employée avec une ampleur suffisante?

Donc, de deux choses l'une: ou les anti-autoritaires ignorent ce qu'ils disent, et en ce cas ils ne répandent que de la confusion, ou bien ils le savent, et alors ils trahissent le mouvement du prolétariat: en l'un et l'autre cas, ils servent la réaction.»

(10) Elle eut lieu le 24 mai trois jours après l'entrée des Versaillais dans Paris, quatre jours après l'effondrement de la défense militaire de la Commune, à un moment où les fédérés savent déjà qu'ils seront vaincus et réclament l'exécution du décret sur les otages.

(11) Il devrait donc être clair que le refus des barricades répond chez Engels au fait qu'il préconise une stratégie vraiment insurrectionnelle, fondée sur une mobilisation des couches les plus décidées du prolétariat et dirigée non seulement politiquement, mais militairement par le Parti. Pour Engels, on

doit considérer la nécessité non d'un putsch, mais d'une véritable guerre civile révolutionnaire, susceptible de prendre le caractère d'une guerre de classe menée par des armées: «*Avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat dont une des conditions premières est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir le droit à leur propre émancipation sur le champ de bataille. La tâche de l'Internationale est d'organiser les forces ouvrières et de les préparer au combat qui les attend.*» (Marx, Discours à l'occasion du 7^e anniversaire de la Première Internationale, 1871).

A ce sujet, nous ne reproduisons ici que quelques lignes des pages admirables de Trotsky dans l'Histoire de la Révolution russe, 2^{ème} partie, sur «L'art de l'insurrection», où il rappelle ces problèmes, et notamment l'assimilation bolchevisme-blanquisme faite par les sociaux-démocrates:

«En général, l'erreur de Blanqui consistait à réduire la révolution à l'insurrection. Sur le plan tactique, l'erreur du blanquisme consistait à réduire l'insurrection aux barricades. Engels, tout en étant d'accord avec Blanqui sur le point que «la révolution est un art», mettait en lumière non seulement la fonction secondaire de l'insurrection dans la révolution, mais aussi la fonction toujours plus limitée de la barricade dans l'insurrection.

Au contraire, les réformistes cherchèrent à déduire de la négation de la valeur décisive de la barricade une négation de la violence révolutionnaire en général, ce qui revenait à déduire la liquidation du militarisme de la diminution probable de l'importance des tranchées dans la guerre prochaine.

Bien sûr, le penchant des blanquistes pour les barricades découlait de leur incomplète distinction par rapport aux démocrates, aux «bons républicains», etc., etc.... et dans la Commune elle les livra aux charlatans type Miot. Nous ne parlons pas de l'aspect «offensif» de la tactique de Blanqui, qui était peu consistant à cause de sa conviction qu'il suffirait d'une poignée de conjurés pour détruire l'État bourgeois.

Cela pourrait paraître faux si l'on se réfère à l'«*Instruction pour une prise d'armes*» de 1868, document extrêmement important qui marque un tournant dans la pensée de Blanqui, mais ça ne l'est pas si l'on songe que ce texte n'eut d'effet appréciable ni sur les militants blanquistes ni, par exemple, sur les tentatives auxquelles Blanqui et des disciples plus ou moins fidèles se livrèrent avant la Commune.

LÉON TROTSKY

Les leçons de la Commune

(ZLATOUSTE, 4 FÉVRIER 1921)

Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures, et surtout par les dernières révolutions, non seulement par la révolution russe, mais par les révolutions allemande et hongroise. La guerre franco-allemande fut une explosion sanglante présage d'une immense boucherie mondiale, la Commune de Paris, un éclair, présage d'une révolution prolétarienne mondiale.

La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir, mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position.

La Commune est venue trop tard. Elle avait toutes les possibilités de prendre le pouvoir le 4 septembre et cela aurait permis au prolétariat de Paris de se mettre d'un seul coup à la tête des travailleurs du pays dans leur lutte contre toutes les forces du passé, contre Bismarck aussi bien que contre Thiers. Mais le pouvoir tomba aux mains des bavards démocratiques, les députés de Paris. Le prolétariat parisien n'avait ni un parti, ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié par les luttes antérieures. Les patriotes petits-bourgeois, qui se croyaient socialistes et cherchaient l'appui des ouvriers, n'avaient en fait aucune confiance en eux. Ils ébranlaient la foi du prolétariat en lui-même, ils étaient continuellement à la recherche d'avocats célèbres, de journalistes, de députés, dont tout le bagage ne consistait qu'en une dizaine de phrases vaguement révolutionnaires, afin de leur confier la direction du mouvement.

La raison pour laquelle Jules Favre, Picard, Garnier-Pagès et Cie ont pris le pouvoir à Paris le 4 septembre, est la même que celle qui a permis à Paul-Boncour, à A. Varenne, à Renaudel et à plusieurs autres, d'être pendant un temps les maîtres du parti du prolétariat.

Les Renaudel et les Boncour et même les Longuet et les Pressemane par leurs sympathies, leurs habitudes intellectuelles et leurs procédés, sont beaucoup plus proches de Jules Favre et de Jules Ferry, que du prolétariat révolutionnaire. Leur phraséologie socialiste n'est qu'un masque historique qui leur permet de s'imposer aux masses. Et c'est justement parce que Favre, Simon, Picard et les autres ont usé et abusé de la phraséologie démocratique-libérale, que leurs fils et leurs petits-fils ont été obligés d'avoir recours à la phraséologie socialiste. Mais les fils et les petits-fils sont restés dignes de leurs pères et continuent leur oeuvre. Et quand il faudra décider non pas la question de la composition d'une clique ministérielle, mais celle beaucoup plus importante de savoir quelle classe en France doit prendre le pouvoir, Renaudel, Varenne, Longuet et leurs pareils seront dans le camp de Millerand - collaborateur de Galliffet, le bourreau de la Commune... Lorsque les bavards réactionnaires des salons et du Parlement se trouvent face à face, dans la vie, avec la Révolution, ils ne la reconnaissent jamais.

Le parti ouvrier - le vrai - n'est pas une machine à manoeuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire: ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois, dont fourmillait la Commune, levaient les yeux au ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique, hésitaient et pendant ce temps-là, les masses tâtonnaient, perdaient la tête à cause de l'indécision des uns et de la franchise des autres. Le résultat fut que la Révolution éclata au milieu d'elles, trop tard. Paris était encerclé.

Six mois s'écoulèrent avant que le prolétariat eût rétabli dans sa mémoire les leçons des révolutions passées, des combats d'autrefois, des trahisons répétées de la démocratie, et s'emparât du pouvoir.

Ces six mois furent une perte irréparable. Si en septembre 1870, à la tête du prolétariat de France s'était trouvé le parti centralisé de l'action révolutionnaire, toute l'histoire de la France, et avec elle toute l'histoire de l'humanité, auraient pris une autre direction.

Si le 18 mars le pouvoir se trouva entre les mains du prolétariat de Paris, ce ne fut pas qu'il s'en fut emparé consciemment, mais parce que ses ennemis avaient quitté Paris.

Ces derniers perdaient du terrain de plus en plus, les ouvriers les méprisaient et les détestaient, la petite-bourgeoisie n'avait plus confiance en eux et la haute bourgeoisie craignait qu'ils ne fussent pas capables de la défendre. Les soldats étaient hostiles aux officiers. Le gouvernement

s'enfuit de Paris pour concentrer ailleurs ses forces. Et ce fut alors que le prolétariat devint maître de la situation.

Mais il ne comprit que le lendemain. La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendit.

Ce premier succès fut une nouvelle source de passivité. L'ennemi s'était enfui à Versailles. N'était-ce pas une victoire? En ce moment on aurait pu écraser la bande gouvernementale presque sans effusion de sang. A Paris, on aurait pu faire prisonniers tous les ministres, avec Thiers en tête. Personne n'aurait levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée, ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux pour réaliser ses décisions.

Les débris de l'infanterie ne voulaient pas reculer sur Versailles. Le fil qui liait les officiers et les soldats était bien mince. Et s'il y avait eu à Paris un centre dirigeant de parti, il aurait incorporé dans les armées en retraite - puisqu'il y avait possibilité de retraite - quelques centaines ou bien quelques dizaines d'ouvriers dévoués, et en leur donnant les directives suivantes: exciter le mécontentement des soldats contre les officiers et profiter du premier moment psychologique favorable pour libérer les soldats des officiers et les ramener à Paris pour s'unir avec le peuple. Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des partisans de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements, d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est, en fait, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite-bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts: il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès.

Le Comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente - non seulement au Comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français. Au moyen des Conseils de Députés, - dans le cas donné c'était des organes de la Garde nationale, - le parti aurait pu être en contact continu avec les masses, connaître leur état



Les canons de la Garde nationale, ralliée à la Commune, sont postés aux barricades et aux points stratégiques de la ville



Barricade rue Saint-Sébastien, une des 900 érigées dans Paris

d'esprit; son centre dirigeant aurait pu donner chaque jour un mot d'ordre qui, par des militants du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur volonté.

A peine le gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de dégager sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le comité central imagina des élections «légalistes» à la Commune. Il entra en pourparlers, avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la «légalité».

Si l'on avait préparé en même temps une violente attaque contre Versailles, les pourparlers avec les maires auraient été une ruse militaire pleinement justifiée et conforme au but. Mais, en réalité, ces pourparlers, n'étaient menés que pour échapper par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois et les socialistes-idéalistes, respectant la «légalité» et les gens qui incarnaient une parcelle de l'état «légal», les députés, les maires, etc., espéraient au fond de leurs âmes que Thiers s'arrêterait respectueusement devant le Paris révolutionnaire, aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune «légaliste».

La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyés par le principe sacré de la fédération et d'autonomie. Paris, voyez-vous n'est qu'une commune parmi d'autres communes. Paris ne veut en imposer à personne; il ne lutte pas pour la dictature, si ce n'est pour la «dictature de l'exemple».

En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise: l'autonomie communale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le Pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée. Il fallait entrer en contact avec les sympathisants, raffermir les hésitants et briser l'opposition des adversaires. Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale: ils n'attaqueront pas les autres, si les autres ne les attaquent pas; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste - du genre de l'anarchisme mondain - couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car, autrement, il ne fallait pas commencer...

L'hostilité à l'organisation centraliste - héritage du localisme et de l'autonomisme petit-bourgeois - est sans doute le côté faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuelle. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat

français.

Sous forme de «lutte contre le centralisme despotique» et contre la discipline «étouffante» se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs oracles locaux. La classe ouvrière tout entière, tout en conservant son originalité de culture et ses nuances politiques, peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête, au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. La tendance vers le particularisme, quelque forme qu'elle revête est un héritage du passé mort. Plus tôt le communisme français - communisme socialiste et communisme syndicaliste - s'en délivrera, mieux ce sera pour la réalisation prolétarienne.

* * *

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'oeil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir.

La comparaison du 18 mars 1871 avec le 7 novembre 1917 est de ce point de vue très instructive. A Paris, c'est un manque absolu d'initiative pour l'action de la part des cercles dirigeants révolutionnaires. Le prolé-

tariat, armé par le gouvernement bourgeois est, en fait, maître de la ville, dispose de tous les moyens matériels du pouvoir - canons et fusils - mais il ne s'en rend pas compte. La bourgeoisie fait une tentative pour reprendre au géant son arme: elle veut voler au prolétariat ses canons. La tentative échoue. Le Gouvernement s'enfuit en panique de Paris à Versailles. Le champ est libre. Mais ce n'est que le lendemain que le prolétariat comprend qu'il est maître de Paris. Les «chefs» sont à la queue des événements, les enregistrent, quand ces derniers se sont déjà accomplis et font tout leur possible pour en émousser le tranchant révolutionnaire.

A Pétrograd, les événements se sont développés autrement. Le parti allait fermement, décidément à la prise du pouvoir, ayant partout ses hommes, renforçant chaque position, élargissant toute fissure entre les ouvriers et la garnison d'une part et le gouvernement d'autre part.

La manifestation armée des journées de juillet, c'est une vaste reconnaissance faite par le parti pour sonder le degré de liaison intime entre les masses et la force de résistance de l'ennemi. La reconnaissance se transforme en lutte des avant-postes. Nous sommes rejetés, mais, en même temps, entre le parti et les masses profondes s'établit une liaison par l'action. Les mois d'août, de septembre et d'octobre, voient un puissant flux révolutionnaire. Le parti en profite et augmente d'une manière considérable ses points d'appui dans la classe ouvrière et dans la garnison. Plus tard, l'harmonie entre les préparatifs de la conspiration et l'action de masse se fait presque automatiquement. Le Deuxième Congrès des Soviets est fixé pour le 7 novembre. Toute notre agitation antérieure devait conduire, à la prise du pouvoir par le Congrès. Ainsi, le coup d'Etat était d'avance adopté au 7 novembre. Ce fait était bien connu et compris par l'ennemi. Kerensky et ses conseillers ne pouvaient pas ne pas faire des tentatives pour se consolider, si peu que ce fût, dans Pétrograd pour le moment décisif. Aussi avaient-ils besoin avant tout de faire sortir de la capitale la partie la plus révolutionnaire de la garnison. Nous avons de notre part profité de cette tentative de Kerensky pour en faire la source d'un nouveau conflit, qui eut une importance décisive. Nous avons accusé ouvertement le gouvernement de Kerensky —notre accusation a trouvé ensuite une confirmation écrite dans un document officiel— d'avoir projeté l'éloignement d'un tiers de la garnison de Pétrograd, non pas à cause de considérations d'ordre militaire, mais pour des combinaisons contre-révolutionnaires. Ce conflit nous lia encore plus étroitement à la garnison et posa devant cette dernière une tâche bien définie, soutenir le Congrès des Soviets fixé au 7 novembre. Et puisque le gouvernement insistait - bien que d'une manière assez molle - pour que la garnison fut renvoyée, nous créâmes auprès du Soviet de Pétrograd, se trouvant déjà entre nos mains, un Comité révolutionnaire de guerre, sous prétexte de vérifier les raisons militaires du projet gouvernemental.

Ainsi nous eûmes un organe purement militaire, se trouvant à la tête de la garnison de Pétrograd, qui était, en réalité, un organe légal d'insurrection armée. Nous désignâmes, en même temps, dans toutes les unités militaires, dans les magasins militaires, etc., des commissaires (Communistes). L'organisation militaire clandestine accomplissait des tâches techniques spéciales et fournissait au Comité révolutionnaire de guerre, pour des tâches militaires importantes, des militants en qui on pouvait avoir pleine confiance. Le travail essentiel concernant la préparation, la réalisation et l'insurrection armée se faisait ouvertement et avec tant de méthode et de naturel que la bourgeoisie, avec Kerensky en tête, ne comprenait pas bien ce qui se passait sous ses yeux. (A Paris, le prolétariat ne comprit que le lendemain de sa victoire réelle - qu'il n'avait pas d'ailleurs consciemment cherchée - qu'il était maître de la situation. A Pétrograd, ce fut le contraire. Notre parti, s'appuyant sur les ouvriers et la garnison, s'était déjà emparé du pouvoir, la bourgeoisie passait une nuit assez tranquille et n'apprenait que le lendemain que le gouvernail du pays se trouvait entre les mains de son fossoyeur.

En ce qui concerne la stratégie, il y avait dans notre parti beaucoup de divergences d'opinion.

Une partie du Comité Central se déclara, comme on le sait, contre la prise du pouvoir, croyant que le moment n'était pas encore venu de le faire, que Pétrograd se trouverait détaché du reste du pays, les prolétaires des paysans, etc.

D'autres camarades croyaient que nous n'attribuions pas assez d'importance aux éléments de complot militaire. Un des membres du Comité Central exigeait en octobre l'encercllement du théâtre Alexandrine, où siégeait la Conférence Démocratique, et la proclamation de la dictature du Comité central du Parti. Il disait: en concentrant notre agitation de même que le travail militaire préparatoire pour le moment du Deuxième Congrès, nous montrons notre plan à l'adversaire, nous lui donnons la possibilité de se préparer et même de nous porter un coup préventif. Mais il n'y a pas de doute que la tentative d'un complot militaire et l'encercllement du Théâtre Alexandrine auraient été un fait trop étranger au développement des événements, que cela aurait été un événement déconcertant pour les masses. Même au Soviet de Pétrograd, où notre fraction dominait, une pareille entreprise prévenant le développement logique de la lutte aurait provoqué, à ce moment, un grand désarroi, et surtout parmi la garnison où il y avait des régiments hésitants et peu confiants, en premier lieu les régiments de cavalerie. Il aurait été beaucoup plus facile à Kerensky d'écraser un complot non attendu par les masses, que d'attaquer la garnison, se consolidant de plus en plus sur ses positions: la défense de son inviolabilité au nom du futur Congrès des Soviets. La majorité du Comité central rejeta donc le plan de l'encercllement de la Conférence démocratique

et elle eut raison. La conjoncture était fort bien évaluée: l'insurrection armée, presque sans effusion de sang, triompha précisément le jour, fixé d'avance et ouvertement pour la convocation du Deuxième Congrès des Soviets.

Cette stratégie ne peut pourtant pas devenir une règle générale, elle demande des conditions déterminées. Personne ne croyait plus à la guerre avec les Allemands, et les soldats les moins révolutionnaires, ne voulaient pas partir de Pétrograd au front. Et bien que pour cette seule raison la garnison était tout entière du côté des ouvriers, elle s'affermissait dans son point de vue à mesure que se découvraient les machinations de Kerensky. Mais cet état d'esprit de la garnison de Pétrograd avait une cause plus profonde encore dans la situation de la classe paysanne et dans le développement de la guerre impérialiste. S'il y avait eu scission dans la garnison et si Kerensky avait reçu la possibilité de s'appuyer sur quelques régiments, notre plan aurait échoué. Les éléments de complot purement militaire (conspiration et grande rapidité dans l'action) auraient prévalu. Il aurait fallu, bien entendu, choisir un autre moment pour l'insurrection.

La Commune eut de même la complète possibilité de s'emparer des régiments même paysans, car ces derniers avaient perdu toute confiance et toute estime pour le pouvoir et pour le commandement. Pourtant elle n'a rien entrepris dans ce but. La faute est ici non pas aux rapports de la classe paysanne et de la classe ouvrière, mais à la stratégie révolutionnaire.

Quelle sera la situation sous ce rapport dans les pays européens à l'époque actuelle? Il n'est pas facile de prédire quelque chose là-dessus. Pourtant les événements se développant lentement et les gouvernements bourgeois faisant tous leurs efforts pour utiliser l'expérience passée, il est à prévoir que le prolétariat pour s'attirer les sympathies des soldats aura, à un moment donné, à vaincre une grande résistance, bien organisée. Une attaque habile et à l'heure propice de la part de la révolution sera alors nécessaire. Le devoir du parti est de s'y préparer. Voilà justement pourquoi il doit conserver et développer son caractère d'organisation centralisée, qui dirige ouvertement le mouvement révolutionnaire des masses et est, en même temps, un appareil clandestin de l'insurrection armée.

* * *

La question de l'éligibilité du commandement fut une des raisons du conflit entre la Garde nationale et Thiers. Paris refusa d'accepter le commandement désigné par Thiers. Varlin formula ensuite la revendication d'après laquelle tout le commandement de la Garde nationale, d'en bas jusqu'en haut, devrait être élu par les gardes nationaux eux-mêmes. C'est là que le Comité central de la Garde nationale trouva son appui.

Cette question doit être envisagée des deux côtés: du côté politique et

du côté militaire, qui sont liés entre eux, mais qui doivent être distingués. La tâche politique consistait à épurer la Garde nationale du commandement contre-révolutionnaire. L'éligibilité complète en était le seul moyen, la majorité de la Garde nationale étant composée d'ouvriers et de petits-bourgeois révolutionnaires. Et de plus, la devise «éligibilité du commandement» devant s'étendre aussi à l'infanterie, Thiers aurait été d'un seul coup privé de son arme essentielle, les officiers contre-révolutionnaires. Pour réaliser ce projet, il manquait une organisation de parti, ayant ses hommes dans toutes les unités militaires. En un mot, l'éligibilité avait dans ce cas pour tâche immédiate non pas donner aux bataillons de bons commandements, mais les libérer de commandants dévoués à la bourgeoisie. L'éligibilité servit de coin pour scinder l'armée en deux parties suivant la ligne de classe. Ainsi les choses se passèrent chez nous à l'époque du Kerensky, surtout à la veille d'Octobre.

Mais la libération de l'armée du vieil appareil de commandement amène inévitablement l'affaiblissement de la cohésion d'organisation, et l'abaissement de la force combative. Le commandement élu est le plus souvent assez faible sous le rapport technico-militaire et en ce qui touche le maintien de l'ordre et de la discipline. Ainsi, au moment où l'armée se libère du vieux commandement contre-révolutionnaire qui l'opprimait, la question surgit de lui donner un commandement révolutionnaire, capable de remplir sa mission. Et cette question ne peut aucunement être résolue par de simples élections. Avant que les larges masses de soldats acquièrent l'expérience de bien choisir et de sélectionner des commandants, la révolution sera battue par l'ennemi, qui est guidé dans le choix de son commandement par l'expérience des siècles. Les méthodes de démocratie informelle (la simple éligibilité) doivent être complétées et dans une certaine partie remplacées par des mesures de sélection d'en haut. La révolution doit créer un organe composé d'organismes expérimentés, sûrs, dans lesquels on peut avoir une confiance absolue, lui donner pleins pouvoirs pour choisir, désigner et éduquer le commandement. Si le particularisme et l'autonomisme démocratique sont extrêmement dangereux pour la révolution prolétarienne en général, ils sont dix fois plus dangereux encore pour l'armée. Nous l'avons vu par l'exemple tragique de la Commune.

Le Comité central de la Garde nationale puisa son autorité dans l'éligibilité démocratique. Au moment où le Comité central avait besoin de développer au maximum son initiative dans l'offensive, privé de la direction d'un parti prolétarien, il perdit la tête, se hâta de transmettre ses pouvoirs aux représentants de la Commune, qui avait besoin d'une base démocratique plus large. Et ce fut une grande erreur, dans cette période, de jouer aux élections. Mais une fois les élections faites et la Commune réunie, il fallait concentrer d'un seul coup et entièrement dans la Commune et créer par elle un organe possédant un pouvoir réel pour réorganiser

la Garde nationale. Il n'en fut pas ainsi. A côté de la Commune élue restait le Comité central; le caractère d'éligibilité de ce dernier lui donnait une autorité politique grâce à laquelle il pouvait faire concurrence à la Commune. Mais cela le privait en même temps de l'énergie et de la fermeté nécessaires dans les questions purement militaires, qui, après l'organisation de la Commune, justifiaient son existence. L'éligibilité, les méthodes démocratiques ne **sont qu'une des armes** entre les mains du prolétariat et de son parti. L'éligibilité ne peut aucunement être fétiche, remède contre tous les maux. Il faut combiner les méthodes d'éligibilité avec celles de désignations. Le pouvoir de la Commune vint de la Garde nationale élue. Mais une fois créée la Commune aurait dû réorganiser d'un main bien forte la Garde nationale de haut en bas, lui donner des chefs sûrs et établir un régime de discipline bien sévère. La Commune ne l'a pas fait, étant privée elle-même d'un puissant centre directeur révolutionnaire. Aussi fut-elle écrasée.

Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon: il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français plus qu'aucun autre prolétariat a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant.

Le tempérament du prolétariat français est une lave révolutionnaire. Mais cette lave est recouverte à présent des cendres —du scepticisme— résultat de plusieurs duperies et désenchantements. Aussi, les prolétaires révolutionnaires de la France doivent-ils être plus sévères envers leur parti et dévoiler plus impitoyablement la non-conformité entre la parole et l'action. Les ouvriers français ont besoin d'une organisation d'action, forte comme l'acier avec des chefs contrôlés par les masses à chaque nouvelle étape du mouvement révolutionnaire.

Combien de temps l'histoire nous donnera-t-elle pour nous préparer? Nous ne le savons pas. Durant cinquante ans la bourgeoisie française détint le pouvoir entre ses mains, après avoir érigé la Troisième République sur les os des communards. Ces lutteurs de 71 ne manquaient pas d'héroïsme. Ce qui leur manquait, c'était la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée. C'est pourquoi ils ont été vaincus. Un demi-siècle s'écoula, avant que le prolétariat de France pût poser la question de venger la mort des communards. Mais, cette fois, l'action sera plus ferme, plus concentrée. Les héritiers de Thiers auront à payer la dette historique, intégralement.

AMADEO BORDIGA

De la Commune à la Troisième Internationale

(«L'UNITÀ», 29 MARS 1924)

Nous pouvons aujourd'hui mesurer le flou et le vide de l'orientation et de la conscience politiques du mouvement socialiste international à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle (bien que même dans ces années le courant marxiste de gauche dont nous nous réclamons ne soit jamais resté silencieux). Dans cette grise période, on continuait, quasiment par force d'inertie, à célébrer périodiquement l'anniversaire de la Commune de Paris, en consacrant articles et discours à ce grand épisode de la lutte prolétarienne.

Ce n'est pourtant qu'aujourd'hui, après les pages mémorables de Lénine, que la masse des militants révolutionnaires connaît la signification véritable de la Commune, et qu'il est démontré que sa gigantesque portée historique avait été parfaitement comprise par les maîtres du marxisme. Mais leur analyse se trouvait dans les pages les plus oubliées et les plus déformées.

Ces commémorations n'étaient peut-être qu'un hommage au sacrifice et à l'héroïsme du prolétariat parisien et de son glorieux état-major au cours des terribles journées de mai 1871, un hommage dicté par une admiration sentimentale que même un adversaire ne pourrait refuser à cette magnifique page d'histoire ouvrière. Mais la leçon que le mouvement socialiste doit tirer de cette sanglante expérience n'était absolument pas clarifiée, quand elle n'était pas formulée selon les thèses du pire défaitisme envers la révolution.

L'opportuniste répétait qu'Engels, après la défaite de l'insurrection prolétarienne, avait dit que les progrès de la technique militaire moderne avaient clos à jamais l'époque des barricades et des insurrections (1). Le réformiste considérait cette défaite comme la défaite définitive de la méthode révolutionnaire, tout en dédiant aux victimes de l'insurrection ses

larmes de crocodiles; il tentait de faire croire que la bourgeoisie de 1910 ne serait plus capable de répéter les agissements d'un Thiers, grâce à l'entrée dans une ère d'évolution pacifique sans heurts ni conflits, sous la protection de la liberté acquise pour toujours par la conscience humaine. L'anarchiste, s'il était cohérent en exaltant la méthode de la lutte armée et de la guerre civile, voyait la victoire future du prolétariat comme la constitution d'innombrables unités collectives isolées et vaguement fédérées - les communes - où l'exiguïté territoriale aurait dû s'accompagner, allez savoir pourquoi, de l'absence totale de la fameuse **Autorité**.

La terrible défaite d'une autre «Commune», celle de Petrograd en 1905, donna une impulsion majeure à la lutte des véritables marxistes contre les dégénérescences révisionnistes et à la réélaboration du véritable programme révolutionnaire du prolétariat; elle ne suffit cependant pas donner aux masses socialistes la lumière nécessaire sur ces questions vitales du mouvement qui constituent la leçon de la lutte de 1871. Les commémorations, disons, officielles, continuèrent à se tenir, les lieux communs continuèrent à circuler; mais l'équivoque dominait encore même là où apparemment les tendances de gauche de la IIe Internationale étaient dominantes, même là où les positions collaborationnistes les plus ouvertes soutenues par le réformisme alimentaient en réaction le syndicalisme révolutionnaire qui tendait plus ou moins à s'identifier au mouvement anarchiste.

Mais survient la guerre mondiale avec la crise de la IIe internationale et de tout le mouvement prolétarien; la lutte de la gauche marxiste se précise face aux orgies bellicistes de l'opportunisme; la réélaboration théorique, dans laquelle le parti bolchévik occupe la première place, s'accompagne de la magnifique revanche de la Commune de Pétrograd, c'est-à-dire la constitution de l'Etat ouvrier en Russie: c'est avec un tout autre esprit que le prolétariat mondial peut aujourd'hui commémorer la bataille d'il y a plus de cinquante ans en arrière. Il ne s'agit plus de rendre aux martyrs de la Commune de Paris l'hommage qui leur est dû, mais d'examiner en face l'enseignement de stratégie révolutionnaire qu'ils ont donné à leurs futurs vengeurs. Peu importe si sur le terrain de la guerre de classe d'autres défaites ont suivi et pourront suivre cette très grande et très glorieuse bataille, peu importe si, en affrontant son adversaire avec les armes non métaphoriques de la révolution, le prolétariat fait des erreurs et tombe battu: les éléments pour poser clairement les termes du problème et du conflit existent désormais dans sa conscience. C'est une condition qui à elle seule ne sera jamais suffisante mais qui, accompagnée par l'existence d'une organisation révolutionnaire puissante, est la prémisse indispensable de la revanche rouge, la base nécessaire à notre victoire.

Il n'existe pas, à notre connaissance, de meilleure façon d'exposer ici les éléments fondamentaux qu'en rappelant l'oeuvre critique réalisée par Lénine dans *L'Etat et la Révolution*: elle synthétise tout ce que Marx et

Engels ont écrit à propos de la Commune en saisissant d'une façon admirable et prophétique sa signification historique révolutionnaire.

Il est certain que les chefs et les acteurs de la Commune n'ont pas eu une claire conscience de cette portée historique du mouvement. Seule la révolution destinée, un demi siècle plus tard, à commencer à régler le compte sanglant des défaites prolétariennes, devait logiquement posséder, dans le parti qui la mena à la victoire, une claire conscience d'elle-même, de ses origines et de ses buts; et ce n'est pas un hasard, comme tout marxiste peut le comprendre. Encore très récemment, le mouvement prolétarien français rencontrait de grandes difficultés pour acquérir une conscience théorique claire et une organisation bien orientée; à l'époque il n'était constitué que de multiples groupes politiques, plus ou moins campés aux marges de l'idéologie de la Grande Révolution bourgeoise, et sans aucune notion, même approximative, des directives du socialisme scientifique, alors pourtant déjà bien définies par la doctrine qui avait pénétré, par endroits, dans les programmes de l'Internationale des travailleurs.

On ne peut donc pas trouver l'explication correcte et bien formulée de la Commune dans les proclamations et les écrits de ses dirigeants; mais ceci n'enlève rien à la valeur que revêt pour nous ce mouvement très important. Ne pas l'avoir compris est une grave faute que nous reprochons aux partis prolétariens des décennies suivantes; mais nous ne la reprochons pas aux acteurs de la grande tragédie que les nécessités de la lutte de classe, dans son déroulement, amenèrent sur la juste plate-forme d'action même s'ils n'étaient pas munis de tout l'armement nécessaire. Ils représentaient cette critique «**par les armes**» pour qui il est fatal de ne pas posséder les armes idéologiques de la critique, mais qui n'en est pas moins pour autant une étape nécessaire de l'avancée générale et de l'expérience tourmentée de la classe révolutionnaire.

Nous considérons comme un banqueroutier de la révolution non pas celui qui tombe enveloppé dans son infortuné drapeau, mais celui qui, après coup, de sa table de travail ou du haut d'une tribune devant la foule, ne sait tirer comme leçon de ce sacrifice que quelques démagogiques phrases admiratives accompagnées d'un commentaire défaitiste dans le style de la phrase lamentable de Plekhanov après 1905: «Ils n'auraient pas dû prendre les armes»...

Le fait donc que les dirigeants de la Commune aient parfois parlé le langage des patriotes français, des républicains démocrates avancés, des partisans de la philosophie révolutionnaire bourgeoise de 89, et qu'ils n'aient que par moments proclamé représenter quelque chose qui allait au-delà du patriotisme et de la démocratie bourgeoise et revendiqué le caractère de classe de leur lutte, n'enlève rien à l'utilisation actuelle que font les communistes, sur les traces de Marx lui-même, de la colossale expérience, purement prolétarienne et classiste, vécue dans ces quelques se-

maines de passion par les ouvriers de Paris.

Les problèmes relatifs à l'analyse historique de la Commune de Paris sont aujourd'hui parfaitement mis au clair pour les partisans de la doctrine de la IIIe internationale.

Une situation révolutionnaire naît de la défaite militaire de l'Etat bourgeois. La classe dirigeante cherche à la détourner par un changement de front, avec «l'abandon des formes politiques de droite» et la constitution d'un gouvernement et d'un régime qui se vantent d'être de gauche: en mettant la république bourgeoise et ploutocratique à la place du l'Empire dans la France de 1870; en concédant un embryon de Constitution, comme le tsarisme en 1905; en cherchant à stabiliser un régime Milioukov-Kérensky, comme dans la Russie de 1917; en fondant sur les ruines de l'Empire du Kaiser la république social-démocrate de novembre, comme en Allemagne en 1918; et en un peu plus petit, dans l'Italie en réalité à demi-battue de 1919, avec les manoeuvres de gauche du gouvernement Nitti.

La fraction la plus avancée des classes travailleuses devine la véracité de la conclusion théorique fondamentale du marxisme, celle que Friedrich Engels formulait ainsi: même dans la plus démocratique des républiques, l'Etat reste un appareil d'oppression du prolétariat, indépendamment de toutes les subtilités et tous les jugements sur les forces et les conjonctures historiques qui peuvent et doivent trouver place parmi les problèmes de la tactique d'un parti révolutionnaire. Elle cherche à «aller plus loin», à profiter de l'instabilité des fondements de la machine étatique pour obtenir quelque chose de plus qu'un ravalement de façade de l'édifice social. Ce quelque chose de plus, les ouvriers qui ont pris le fusil et qui tombent autour du drapeau rouge ne savent pas toujours dire ce que c'est. Mais Marx et Lénine le disent pour eux: c'est le renversement, la démolition de la machine étatique de l'adversaire, la constitution de la Dictature du Prolétariat, avec l'élimination du capitalisme et de l'exploitation des travailleurs.

Ainsi firent les prolétaires de Paris en proclamant la Commune; ainsi firent les révolutionnaires russes de 1905 et, douze années plus tard, les bolchéviks; il en fut de même pour la Commune spartakiste de Berlin, non moins grande et non moins sanguinairement écrasée en janvier 1919, qui vit la fin de Liebknecht et de Luxembourg; en un certain sens, peut-être, le prolétariat italien cherchait la même voie lors des événements de 1919 et de 1920, malgré l'absence de grand événement central.

L'issue n'est pas toujours la même, l'échec n'est pas toujours à attribuer aux mêmes causes, et il est toujours très difficile d'affirmer qu'une ligne de conduite différente des révolutionnaires aurait changé le résultat final. Mais il est toujours stupide, ignoble et méprisable de conclure qu'il ne fallait rien tenter, qu'il ne fallait pas se risquer dans une lutte incertaine,

qu'«il aurait mieux valu» ne pas chercher à aller «trop loin», qu'il aurait été préférable, au nom de très sages considérations tactiques, de ne pas risquer le tout pour le tout, de ne pas risquer le modeste résultat qu'il était possible d'obtenir en laissant la bourgeoisie aller à gauche et s'arrêter aux concessions qui lui paraissaient suffisantes; les libertés auraient ainsi été sauvegardées, comme s'accordent à le dire, avec des mots différents, nos funestes unitaires et maximalistes - ces libertés qui seraient les «conditions» des victoires ultérieures du prolétariat.

Ce n'est qu'avec la révolution russe que nous avons pu enregistrer l'issue victorieuse du plus gigantesque de ces épisodes. Pour tous les autres, il nous faut nous souvenir de l'orgie insolente des ennemis triomphants, des victimes dans nos rangs, des années de dispersion et de terreur. Si, politiquement, la bourgeoisie adopte des formes plus ou moins de droite, elle procède avec la même implacabilité envers le prolétariat. Il revient pour nous au même, de ce point de vue, que sur la défaite de l'avant-garde rouge se consolide le dispositif de Nicolas Romanov ou la république réactionnaire de Thiers. La face porcine d'un Ebert insulte nos morts tout autant que la tête semi-tragique d'un Mussolini. Kerensky et Pilsudsky valent Zankov et De Rivera. Pendant sept ou huit ans après l'exécution de trente mille communards, le prolétariat français ne put se relever. Telle une putain, la république bourgeoisie se pavait dans sa victoire. Mais, dans la façon dont elle traite les ouvriers et les socialistes et pour ce qui est de la défense des fondements du système capitaliste d'exploitation, la république ne se distingue en rien du régime du chancelier Bismarck.

Les problèmes théoriques relatifs à la Commune sont éclaircis pour les communistes d'aujourd'hui. Elle a été le premier et éphémère Etat ouvrier, la première réalisation historique de la dictature du prolétariat. En apparence basée sur un suffrage universel appliqué à la représentation à la Municipalité de Paris, elle était en fait le premier exemple d'organisme étatique centralisé et classiste du prolétariat, présentant les mêmes caractères historiques que la République russe des Conseils. Toutes les questions sur le centralisme et le fédéralisme, sur l'armée et la bureaucratie, sur l'autorité et la terreur révolutionnaire sont traitées à fond dans les écrits de Lénine et des autres théoriciens de l'Internationale Communiste; c'est sur leur base que doit se bâtir notre propagande si elle veut être une digne commémoration de la Commune parisienne

La voie que celle-ci tenta de prendre sans rencontrer rien d'autre qu'une glorieuse défaite a, depuis, été empruntée plusieurs fois en vain; une fois au moins elle a été parcourue par le prolétariat avec succès. Sous une certaine apparence patriotique, la Commune fut un exemple de «défaitisme». C'était évident tant que l'Empire est resté debout; moins évident dans les proclamations politiques qui suivirent sa chute; mais le contenu du

mouvement subsiste cependant en substance. Nous parlons ici du programme révolutionnaire qui espère la défaite militaire du pays où se mène l'agitation en vue d'un soulèvement. Que la Commune devait être contre la république bourgeoise de Thiers autant que contre l'Etat impérial et bourgeois prussien est évident; ce n'est pas contradictoire avec l'autre proposition «défaitiste» de Engels qui, dit-on, fit parvenir aux communards un plan militaire anti-prussien élaboré par lui, de même que n'est pas contradictoire avec le défaitisme du bolchévisme la lutte de la république des Soviets contre les attaques de l'impérialisme allemand jusqu'à sa chute: cette lutte ne diminue en rien la valeur historique de la paix de Brest-Litovsk.

Le mot d'ordre des «défaitistes» est le suivant: «**transformer la guerre des Etats bourgeois en guerre civile de tout le prolétariat contre la bourgeoisie de tous les pays**». Ce mot d'ordre a été repris avec une clarté et une conscience plus grandes au cours de la guerre mondiale. Et c'est à bon droit que la IIIe Internationale peut rattacher au souvenir et à l'étude de ce qu'a été la Commune, la synthèse de l'histoire de la lutte prolétarienne dans les dernières années: l'oeuvre primordiale de Lénine et du parti bolchévik russe, la constitution de la gauche zimmerwaldienne, la liquidation de l'Internationale opportuniste, la transformation de la défaite en révolution en Russie, à travers les étapes mémorables et glorieuses de 1917, culminant avec la dispersion par les baïonnettes rouges de l'assemblée parlementaire où la bourgeoisie souhaitait enliser dans ses tromperies les efforts du prolétariat et succéder ainsi dignement à la réaction tsariste; la constitution de la nouvelle Internationale des partis communistes, avec son formidable bagage de restauration théorique, de liquidation des erreurs, des pièges et des équivoques, avec la diffusion de son organisation, avec les hauts et les bas de ses attaques contre le capitalisme mondial, avec les problèmes encore brûlants que lui posent la défensive et la contre-offensive du monde bourgeois qui n'est pas résigné à mourir sans livrer une lutte aux dimensions colossales.

Le sang des trente mille communards sur lequel s'est fondée la Troisième République, la digne république de Poincaré, constitue un avertissement pour le prolétariat mondial et pour l'Internationale Communiste elle-même qui étudie les voies les meilleures pour son action et les développements les plus avantageux à sa tactique: car ils sont tombés sur la voie par laquelle nous ne pourrions pas ne pas passer.

Quelque aspect que l'organisation politique bourgeoise revête dans son évolution ou dans sa contre-évolution, elle n'abandonnera jamais sa fonction qui est d'empêcher l'avancée du prolétariat vers le communisme. Ses expédients et ses manoeuvres peuvent être multiples; elle peut être flexible et audacieuse au point de confier le pouvoir aux MacDonald et aux Vanderelde (2), ou elle peut manifester crûment ses appétits de tyrannie dans les

dictatures de type fasciste. Dans tous les cas, le conflit est inévitable.

Toute la tradition de l'Internationale révolutionnaire, dans laquelle les mémoires des martyrs anciens et récents résident à bon droit, beaucoup de ceux dont nous avons rappelé le nom et que la classe ouvrière mondiale ne peut oublier, consiste à avertir les masses que **l'on ne peut pas ne pas passer par la phase de la lutte frontale**, et l'intensité la plus vive de la préparation des moyens de lutte, idéologiques, organisationnels, techniques, doit être fondée sur la **nécessité** de ce moment suprême.

Le prolétariat doit être préparé à ne pas craindre et à ne pas repousser l'insurrection dans les périodes et les pays où la bourgeoisie étale son attitude la plus brutale et lui oppose sa plus impitoyable offensive; de même qu'il ne doit pas oublier, quand la bourgeoisie elle-même, pour gagner du temps dans les moments difficiles de sa défensive, se recouvre du somptueux habit de la générosité libérale, que cela rendra **tout aussi nécessaire** l'emploi sans réserves du seul argument compréhensible par la canaille capitaliste: **la force matérielle**.

D'autres défaites peuvent nous séparer de la victoire finale; elles ne seront pas inutiles si nous savons les utiliser, comme aujourd'hui nous le faisons avec la Commune, pour faire vivre devant les yeux du prolétariat, dans la bataille comme dans la trêve, dans l'avancée la plus irrésistible comme dans la retraite la plus épouvantable, avec le souvenir des martyrs, et au-delà du motif sentimental qui nous lie cependant indissolublement à leur mémoire, l'évaluation froide et résolue de tout ce que nous demande, et à droit de nous demander, la cause de la Révolution.

(1) Allusion à l'utilisation par les opportunistes de la préface d'Engels à l'ouvrage de Marx, «*Les luttes de classes en France*»: le texte de cette préface, l'ultime oeuvre publique d'Engels avant sa mort, qui passait de ce fait pour son «testament politique», avait été tronqué par les dirigeants sociaux-démocrates allemands lors de sa publication, de façon à devenir une renonciation à la prise violente du pouvoir et un plaidoyer pour l'action légale et pacifique. Ce n'est qu'après la victoire de la révolution d'Octobre que le texte complet put être publié et la falsification révélée (Ndir).

(2) Macdonald était le chef du Labour Party britannique et Vandervelde celui du Parti Socialiste belge (en même temps que le président de l'Internationale Socialiste) (Ndir).

KARL MARX

La guerre civile en France

**TEXTE ADOPTÉ ET DIFFUSÉ PAR L'ASSOCIATION
INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS,
LONDRES, LE 30 MAI 1871. (EXTRAITS)**

À l'aube du 18 mars, Paris fut réveillé par ce cri de tonnerre : *Vive la Commune !* Qu'est-ce donc que la Commune, ce sphinx qui met l'entendement bourgeois à si dure épreuve ?

Les prolétaires de la capitale, disait le Comité central dans son manifeste du 18 mars, *au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques... Le prolétariat... a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses destinées, et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir.*

Mais la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte.

Le pouvoir centralisé de l'État, avec ses organes, partout présents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature, organes façonnés selon un plan de division systématique et hiérarchique du travail, date de l'époque de la monarchie absolue, où il servait à la société bourgeoise naissante d'arme puissante dans ses luttes contre le féodalisme. Cependant, son développement restait entravé par toutes sortes de décombres moyenâgeux, prérogatives des seigneurs et des nobles, privilèges locaux, monopoles municipaux et corporatifs et Constitutions provinciales. Le gigantesque coup de balai de la Révolution française du XVIIIe siècle emporta tous ces restes des temps révolus, débarrassant ainsi, du même coup, le substrat social des derniers obstacles s'opposant à la superstructure de l'édifice de l'État moderne. Celui-ci fut édifié sous le premier Empire, qui était lui-même le fruit des guerres de coalition de la vieille Europe semi-féodale contre la France moderne. Sous les régimes qui suivirent, le gouvernement, placé sous contrôle parlementaire,

c'est-à-dire sous le contrôle direct des classes possédantes, ne devint pas seulement la pépinière d'énormes dettes nationales et d'impôts écrasants; avec ses irrésistibles attraits, autorité, profits, places, d'une part il devint la pomme de discorde entre les factions rivales et les aventuriers des classes dirigeantes, et d'autre part son caractère politique changea conjointement aux changements économiques de la société. Au fur et à mesure que le progrès de l'industrie moderne développait, élargissait, intensifiait l'antagonisme de classe entre le capital et le travail, le pouvoir d'État prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social, d'un appareil de domination d'une classe.

Après chaque révolution, qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d'État apparaît façon de plus en plus ouverte. La Révolution de 1830 transféra le gouvernement des propriétaires terriens aux capitalistes, des adversaires les plus éloignés des ouvriers à leurs adversaires les plus directs. Les républicains bourgeois qui, au nom de la Révolution de février, s'emparèrent du pouvoir d'État, s'en servirent pour provoquer les massacres de juin, afin de convaincre la classe ouvrière que la république « sociale », cela signifiait la république qui assurait la sujétion sociale, et afin de prouver à la masse royaliste des bourgeois et des propriétaires terriens qu'ils pouvaient en toute sécurité abandonner les soucis et les avantages financiers du gouvernement aux « républicains » bourgeois. Toutefois, après leur unique exploit héroïque de juin, il ne restait plus aux républicains bourgeois qu'à passer des premiers rangs à l'arrière-garde du « parti de l'ordre », coalition formée par toutes les fractions et factions rivales de la classe des appropriateurs dans leur antagonisme maintenant ouvertement déclaré avec les classes des producteurs. La forme adéquate de leur gouvernement en société par actions fut la « république parlementaire », avec Louis Bonaparte pour président, régime de terrorisme de classe avoué et d'outrage délibéré à la « vile multitude ». Si la république parlementaire, comme disait M. Thiers, était celle qui « les divisait [les diverses fractions de la classe dirigeante] le moins », elle accusait par contre un abîme entre cette classe et le corps entier de la société qui vivait en dehors de leurs rangs clairsemés. Leur union brisait les entraves que, sous les gouvernements précédents, leurs propres dissensions avaient encore mises au pouvoir d'État. En présence de la menace de soulèvement du prolétariat, la classe possédante unie utilisa alors le pouvoir de l'État, sans ménagement et avec ostentation comme l'engin de guerre national du capital contre le travail. Dans leur croisade permanente contre les masses productrices, ils furent forcés non seulement d'investir l'exécutif de pouvoirs de répression sans cesse accrus, mais aussi de dépouiller peu à peu leur propre forteresse parlementaire, l'Assemblée nationale, de tous ses moyens de défense contre l'exécutif. L'exécutif, en la personne de Louis

Bonaparte, les chassa. Le fruit naturel de la république du « parti de l'ordre » fut le Second Empire. L'empire, avec le coup d'État pour acte de naissance, le suffrage universel pour visa et le sabre pour sceptre, prétendait s'appuyer sur la paysannerie, cette large masse de producteurs qui n'était pas directement engagée dans la lutte du capital et du travail. Il prétendait sauver la classe ouvrière en en finissant avec le parlementarisme, et par là avec la soumission non déguisée du gouvernement aux classes possédantes. Il prétendait sauver les classes possédantes en maintenant leur suprématie économique sur la classe ouvrière; et finalement il se targuait de faire l'unité de toutes les classes en faisant revivre pour tous l'illusion mensongère de la gloire nationale. En réalité, c'était la seule forme de gouvernement possible, à une époque où la bourgeoisie avait déjà perdu, - et la classe ouvrière n'avait pas encore acquis, - la capacité de gouverner la nation. Il fut acclamé dans le monde entier comme le sauveur de la société. Sous l'empire, la société bourgeoise libérée de tous soucis politiques atteignit un développement dont elle n'avait elle-même jamais eu idée. Son industrie et son commerce atteignirent des proportions colossales; la spéculation financière célébra des orgies cosmopolites; la misère des masses faisait un contraste criant avec l'étalage éhonté d'un luxe somptueux, factice et crapuleux. Le pouvoir d'État, qui semblait planer bien haut au-dessus de la société, était cependant lui-même le plus grand scandale de cette société et en même temps le foyer de toutes ses corruptions. Sa propre pourriture et celle de la société qu'il avait sauvée furent mises à nu par la baïonnette de la Prusse, elle-même avide de transférer le centre de gravité de ce régime de Paris à Berlin. Le régime impérial est la forme la plus prostituée et en même temps la forme ultime de ce pouvoir d'État, que la société bourgeoise naissante a fait naître, comme l'outil de sa propre émancipation du féodalisme, et que la société bourgeoise parvenue à son plein épanouissement avait finalement transformé en un moyen d'asservir le travail au capital.

L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune. Si le prolétariat de Paris avait fait la révolution de Février au cri de « Vive la République sociale », ce cri n'exprimait guère qu'une vague aspiration à une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de classe, mais la domination de classe elle-même. La Commune fut la forme positive de cette république.

Paris, siège central de l'ancien pouvoir gouvernemental, et, en même temps, forteresse sociale de la classe ouvrière française, avait pris les armes contre la tentative faite par Thiers et ses ruraux pour restaurer et perpétuer cet ancien pouvoir gouvernemental que leur avait légué l'empire. Paris pouvait seulement résister parce que, du fait du siège, il s'était débarrassé de l'armée et l'avait remplacée par une garde nationale, dont la masse était constituée par des ouvriers. C'est cet état de fait qu'il

s'agissait maintenant de transformer en une institution durable. Le premier décret de la Commune fut donc la suppression de l'armée permanente, et son remplacement par le peuple en armes.

La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres était naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour un *salaire d'ouvrier*. Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais toute l'initiative jusqu'alors exercée par l'État fut remise aux mains de la Commune.

Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments du pouvoir matériel de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres; elle décréta la dissolution et l'expropriation de toutes les Églises dans la mesure où elles constituaient des corps possédants. Les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée, pour y vivre des aumônes des fidèles, à l'instar de leurs prédécesseurs, les apôtres. La totalité des établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement, et, en même temps, débarrassés de toute ingérence de l'Église et de l'État. Ainsi, non seulement l'instruction était rendue accessible à tous, mais la science elle-même était libérée des fers dont les préjugés de classe et le pouvoir gouvernemental l'avaient chargée.

Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de cette feinte indépendance qui n'avait servi qu'à masquer leur vile soumission à tous les gouvernements successifs auxquels, tour à tour, ils avaient prêté serment de fidélité, pour le violer ensuite. Comme le reste des fonctionnaires publics, magistrats et juges devaient être élus, responsables et révocables.

La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organi-

sation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. D'autre part, rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique.

C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles d'être prises à tort pour la réplique de formes plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. (...)

La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un *gouvernement de la classe ouvrière*, le résultat de la lutte de la classe des

producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail.

Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe.

(...) La Commune, s'exclament-ils, entend abolir la propriété, base de toute civilisation. Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette



La chute de la colonne Vendôme surmontée de la statue de Napoléon, le 16 mai avant les semaines sanglantes de la répression féroce des Versaillais, a été décrétée par le Comité central. Ce décret est introduit ainsi: «*Considérant que la colonne impériale est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française : la fraternité...*». Derrière cet acte symbolique d'irrespect de l'ancien ordre et de sa surreprésentation au pouvoir (la majorité des députés sont alors royalistes), se projettent toutes les illusions de la république égalitaire, de justice et socialisante portées par les couches sociales moyennes.

propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est l'«impossible» communisme ! Eh quoi, ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre l'impossibilité de perpétuer le système actuel – et ils sont nombreux – sont devenus les apôtres importuns et bruyants de la production coopérative. Mais si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et une duperie; si elle doit évincer le système capitaliste; si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très «possible» communisme ?

La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle en vertu de son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances elles-mêmes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre. Dans la pleine conscience de sa mission historique et avec la résolution héroïque d'être digne d'elle dans son action, la classe ouvrière peut se contenter de sourire des invectives grossières des laquais de presse et de la protection sentencieuse des doctrinaires bourgeois bien intentionnés qui débitent leurs platitudes d'ignorants et leurs marottes de sectaires, sur le ton d'oracle de l'infaillibilité scientifique.

Quand la Commune de Paris prit la direction de la révolution entre ses propres mains; quand de simples ouvriers, pour la première fois, osèrent toucher au privilège gouvernemental de leurs « supérieurs naturels», les possédants, et, dans des circonstances d'une difficulté sans exemple, accomplirent leur œuvre modestement, consciencieusement et efficacement (et l'accomplirent pour des salaires dont le plus élevé atteignait à peine le cinquième de ce qui, à en croire une haute autorité scientifique, le professeur Huxley, est le minimum requis pour un secrétaire du conseil de l'instruction publique de Londres), le vieux monde se tordit dans des convulsions de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du travail, flottant sur l'Hôtel de Ville.

La grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence et son action. Ses mesures particulières ne pouvaient qu'indiquer la tendance d'un gouvernement du peuple par le peuple. Telles furent l'abolition du travail de nuit pour les compagnons boulangers; l'interdiction, sous peine d'amende, de la pratique en usage chez les employeurs, qui consistait à réduire les salaires en prélevant des amendes sur leurs ouvriers sous de multiples prétextes, procédé par lequel l'employeur combine dans sa propre personne les rôles du législateur, du juge et du bourreau, et empêche l'argent par-dessus le marché. Une autre mesure de cet ordre fut la remise aux associations d'ouvriers, sous réserve du paiement d'une indemnité, de tous les ateliers et fabriques qui avaient fermé, que les capitalistes intéressés aient disparu ou qu'ils aient préféré suspendre le travail.

Qu'après la plus terrible guerre des temps modernes, le vaincu et le vainqueur fraternisent pour massacrer en commun le prolétariat, cet événement inouï prouve, non pas comme Bismarck le pense, l'écrasement définitif d'une nouvelle société montante, mais la désagrégation complète de la vieille société bourgeoise. Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale; et il est maintenant prouvé qu'elle est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et on se débarrasse de cette mystification, aussitôt que cette lutte de classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat !

Après la Pentecôte de 1871, il ne peut plus y avoir ni paix, ni trêve entre les ouvriers de France et ceux qui s'approprient le produit de leur travail. La main de fer d'une soldatesque mercenaire pourra tenir un moment les deux classes sous une commune oppression. Mais la lutte reprendra sans cesse, avec une ampleur toujours croissante, et il ne peut y avoir de doute quant au vainqueur final – le petit nombre des accapareurs, ou l'immense majorité travailleuse. Et la classe ouvrière française n'est que l'avant-garde du prolétariat moderne.

Tandis que les gouvernements européens témoignent ainsi devant Paris du caractère international de la domination de classe, ils crient haro sur l'Association internationale des travailleurs, – contre-organisation internationale du travail opposée à la conspiration cosmopolite du capital, – selon eux source maîtresse de tous ces malheurs. Thiers la dénonçait comme le tyran du travail, affectant d'en être le libérateur. Picard donnait l'ordre de couper toutes les communications entre les internationaux français et ceux de l'étranger; le comte Jaubert, cette vieille momie, déjà complice de Thiers en 1835, déclare que le grand problème pour tous les gouvernements civilisés est d'extirper l'Internationale. Les ruraux de l'Assemblée nationale rugissent contre elle, et toute la presse européenne

fait chorus. Un honorable écrivain français, complètement étranger à notre association, exprime son opinion en ces termes :

Les membres du Comité central de la garde nationale, aussi bien que la plus grande partie des membres de la Commune, sont les esprits les plus actifs, les plus intelligents et les plus énergiques de l'Association internationale des travailleurs..., des hommes qui sont profondément honnêtes, sincères, intelligents, dévoués, purs et fanatiques dans le *bon* sens du mot.

L'entendement bourgeois, tout imprégné d'esprit policier, se figure naturellement l'Association internationale des travailleurs comme une sorte de conjuration secrète, dont l'autorité centrale commande, de temps à autre, des explosions en différents pays. Notre Association n'est, en fait, rien d'autre que le lien international qui unit les ouvriers les plus avancés des divers pays du monde civilisé. En quel que lieu, sous quelque forme, et dans quelques conditions que la lutte de classe prenne consistance, il est bien naturel que les membres de notre Association se trouvent au premier rang. Le sol sur lequel elle pousse est la société moderne même. Elle ne peut en être extirpée, fût-ce au prix de la plus énorme effusion de sang. Pour l'extirper, les gouvernements auraient à extirper le despotisme du capital sur le travail, condition même de leur propre existence parasitaire.

Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir de ses martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les en libérer.

Marx à Ludwig Kugelmann

LONDRES, LE 12 AVRIL 1871 (EXTRAITS)

Cher Kugelmann,

(...)

Si tu relis le dernier chapitre de mon *18 Brumaire*, tu verras que j'y exprime l'idée suivante : la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer l'appareil bureaucratique-militaire de main, mais le *briser*. Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent. C'est bien là d'ailleurs ce que tentent nos héroïques camarades parisiens. Quelle souplesse, quelle initiative historique, quelle capacité de sacrifice chez ces Parisiens! Après avoir été, pendant six mois, affamés et désorganisés par la trahison intérieure plus encore que par l'ennemi extérieur, voilà qu'ils se soulèvent, sous la menace des baïonnettes prussiennes, comme si l'ennemi n'était pas toujours aux portes de Paris, comme s'il n'y avait pas eu de guerre entre la France et l'Allemagne ! L'histoire ne connaît pas d'autre exemple de pareille grandeur! S'ils succombent, ce sera uniquement pour avoir été «trop gentils». Il eût fallu marcher tout de suite sur Versailles, une fois que Vinoy d'abord, puis la fraction réactionnaire de la Garde nationale de Paris eurent d'eux-mêmes laissé le champ libre. Par scrupules de conscience, on laissa passer le moment opportun. On ne voulait pas déclencher la guerre civile, comme si ce *mischievous* [méchant] *avorton* de Thiers ne l'avait pas déjà déclenchée en tentant de désarmer Paris! Deuxième faute: le Comité central résilia ses pouvoirs trop tôt, pour faire place à la Commune. Encore par un souci excessif d'honnêteté!» Quoi qu'il en soit, l'actuel soulèvement de Paris, même s'il succombe sous l'assaut des loups, des porcs et des sales chiens de la vieille société — est l'exploit le plus glorieux de notre parti depuis l'insurrection parisienne de juin. Que l'on compare les Parisiens se lançant à l'assaut du ciel aux esclaves célestes du Saint-Empire romain prusso-germanique, avec ses mascarades posthumes et ses relents de caserne et d'église, de féodalité racornie et surtout de bourgeoisie philistine.

(...)

V. LÉNINE

L'Etat et la révolution

(Extraits)

Chapitre III.

L'expérience de la Commune de Paris (1871). Analyse de marx

1. En quoi la tentative des communards est-elle héroïque ?

On sait que, quelques mois avant la Commune, au cours de l'automne 1870, Marx avait adressé une mise en garde aux ouvriers parisiens, s'attachant à leur démontrer que toute tentative de renverser le gouvernement serait une sottise inspirée par le désespoir. Mais lorsque, en mars 1871, la bataille décisive fut *imposée* aux ouvriers et que, ceux-ci l'ayant acceptée, l'insurrection devint un fait, Marx, en dépit des conditions défavorables, salua avec le plus vif enthousiasme la révolution prolétarienne. Il ne s'entêta point à condamner par pédantisme un mouvement, comme le fit le tristement célèbre renégat russe du marxisme, Plekhanov, dont les écrits de novembre 1905 constituaient un encouragement à la lutte des ouvriers et des paysans, mais qui, après décembre 1905, clamait avec les libéraux : «Il ne fallait pas prendre les armes.»

Marx ne se contenta d'ailleurs pas d'admirer l'héroïsme des communards «montant à l'assaut du ciel», selon son expression. Dans le mouvement révolutionnaire des masses, bien que celui-ci n'eût pas atteint son but, il voyait une expérience historique d'une portée immense, un certain pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, un pas réel bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, s'en servir pour passer au crible sa théorie : telle est la tâche que Marx se fixa.

La seule «correction» que Marx ait jugé nécessaire d'apporter au *Manifeste communiste*, il la fit en s'inspirant de l'expérience révolutionnaire des communards parisiens.

La dernière préface à une nouvelle édition allemande du *Manifeste communiste*, signée de ses deux auteurs, est datée du 24 juin 1872. Karl Marx et Friedrich Engels y déclarent que le programme du *Manifeste communiste* «est

aujourd'hui vieilli sur certains points».

«*La Commune, notamment, a démontré, poursuivent-ils, que la «classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat toute prête et de la faire fonctionner pour son propre compte.»...*

Les derniers mots de cette citation, mis entre guillemets, sont empruntés par les auteurs à l'ouvrage de Marx *La Guerre civile en France*.

Ainsi, Marx et Engels attribuaient à l'une des leçons principales, fondamentales, de la Commune de Paris une portée si grande qu'ils l'ont introduite, comme une correction essentielle, dans le *Manifeste communiste*.

Chose extrêmement caractéristique : c'est précisément cette correction essentielle qui a été dénaturée par les opportunistes, et les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des lecteurs du *Manifeste communiste*, en ignorent certainement le sens. Nous parlerons en détail de cette déformation un peu plus loin, dans un chapitre spécialement consacré aux déformations. Qu'il nous suffise, pour l'instant, de marquer que l'«interprétation» courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous est que celui-ci aurait souligné l'idée d'une évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, etc.

En réalité, *c'est exactement le contraire*. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit *briser, démolir* la «machine de l'Etat toute prête», et ne pas se borner à en prendre possession.

Le 12 avril 1871, c'est-à-dire justement pendant la Commune, Marx écrivait à Kugelmann :

«Dans le dernier chapitre de mon *18-Brumaire*, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la briser. (Souligné par Marx; dans l'original, le mot est *zerbrechen*). C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris»(...)

«Briser la machine bureaucratique et militaire» : en ces quelques mots se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution. Et c'est cette leçon qui est non seulement tout à fait oubliée, mais encore franchement dénaturée par l'«interprétation» dominante du marxisme, due à Kautsky !

(...).

Deux points surtout sont à souligner dans ce passage de Marx. En premier lieu, il limite sa conclusion au continent. Cela se concevait en 1871, quand l'Angleterre était encore un modèle du pays purement capitaliste, mais sans militarisme et, dans une large mesure, sans bureaucratie. Aussi Marx faisait-il une exception pour l'Angleterre, où la révolution et même la révolution populaire paraissait possible, et l'était en effet *sans* destruction préalable de la «machine d'Etat toute prête».

Aujourd'hui, en 1917, à l'époque de la première grande guerre impérialiste,

cette restriction de Marx ne joue plus. L'Angleterre comme l'Amérique, les plus grands et les derniers représentants de la «liberté» anglo-saxonne dans le monde entier (absence de militarisme et de bureaucratisme), ont glissé entièrement dans le marais européen, fangeux et sanglant, des institutions militaires et bureaucratiques, qui se subordonnent tout et écrasent tout de leur poids. Maintenant, en Angleterre comme en Amérique, «la condition première de toute révolution populaire réelle», c'est la *démolition, la destruction* de la «machine de l'Etat toute prête» (portée en ces pays, de 1914 à 1917, à une perfection «européenne», commune désormais à tous les Etats impérialistes).

En second lieu, ce qui mérite une attention particulière, c'est cette remarque très profonde de Marx que la destruction de la machine bureaucratique et militaire de l'Etat est «la condition première de toute révolution véritablement *populaire*». Cette notion de révolution «populaire» paraît surprenante dans la bouche de Marx : et, en Russie, les adeptes de Plekhanov ainsi que les menchéviks, ces disciples de Strouvé qui désirent passer pour des marxistes, seraient bien capables de qualifier son expression de «lapsus». Ils ont réduit le marxisme à une doctrine si platement libérale que, en dehors de l'antithèse : révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, rien n'existe pour eux; encore conçoivent-ils cette antithèse d'une manière on ne peut plus scolastique.

Si l'on prend, à titre d'exemple, les révolutions du XXe siècle, force sera de reconnaître que, de toute évidence, les révolutions portugaise et turque sont bourgeoises. Mais ni l'une, ni l'autre ne sont «populaires», puisque la masse du peuple, son immense majorité, n'intervient d'une façon visible, active, autonome, avec ses revendications économiques et politiques propres, ni dans l'une, ni dans l'autre de ces révolutions. Par contre, la révolution bourgeoise russe de 1905-1907, sans avoir remporté des succès aussi «éclatants» que ceux qui échurent de temps à autre aux révolutions portugaise et turque, a été sans contester une révolution «véritablement populaire». Car la masse du peuple, sa majorité, ses couches sociales «inférieures» les plus profondes, accablées par le joug et l'exploitation, se sont soulevées spontanément et ont laissé sur toute la marche de la révolution l'empreinte de *leurs* revendications, de *leurs* tentatives de construire à leur manière une société nouvelle à la place de l'ancienne en cours de destruction.

En 1871, le prolétariat ne formait la majorité du peuple dans aucun pays du continent européen. La révolution ne pouvait être «populaire» et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant et le prolétariat et la paysannerie. Le «peuple» était justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que la «machine bureaucratique et militaire de l'Etat» les opprime, les écrase, les exploite. *Briser* cette machine, la *démolir*, tel est véritablement l'intérêt du «peuple», de sa majorité, des ouvriers et de la majorité des paysans; telle est la «condition première» de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires; et sans cette alliance, pas de démocratie solide, pas de transformation socialiste possible.

C'est vers cette alliance, on le sait, que la Commune de Paris se frayait la voie. Elle n'atteignit pas son but pour diverses raisons d'ordre intérieur et extérieur.

Ainsi donc, en parlant d'une «révolution véritablement populaire», et sans oublier le moins du monde les traits particuliers de la petite bourgeoisie (dont il a beaucoup et souvent parlé), Marx tenait compte avec la plus grande rigueur des véritables rapports de classes dans la plupart des Etats continentaux d'Europe en 1871. D'autre part, il constatait que la «démolition» de la machine de l'Etat est dictée par les intérêts des ouvriers et des paysans, qu'elle les unit et leur assigne une tâche commune : la suppression de ce «parasite» et son remplacement par quelque chose de nouveau.

AUX EDITIONS PROGRAMME

Pour connaître toutes les publications du parti à une époque ou à une autre de son existence, nous conseillons nos lecteurs de se reporter sur notre site internet www.pcint.org. Dans la page «Catalogue publications», se trouvent les publications dans toutes les langues.

Revue théorique «Programme communiste»

• Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) **2 à 3€ le**

numéro

• Numéros 51 à 57 **2€**

• Numéro 58 (112 pages) **4€**

• Numéros 59 à 88 **2€**

• Numéro 89 **3€**

• Numéros 90 à 97 **4€**

• Numéros 98 **8€**

• Numéros 99, 100 **4€**

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme (Nouvelle édition, 2001) **8€**

2. Parti et classe **5€**

3. Les Fondements du communisme révolutionnaire (Nouvelle édition, 2004) **3€**

4. Eléments d'orientation marxiste **épuisé**

5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») **3€**

6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe **épuisé**

7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 aux années 60) **9€**

8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS) **6€**

9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) **10€**

10. Eléments de l'économie marxiste **10€**

Brochures « le prolétaire »

5. Question féminine et lutte de classe (1977) **1€**

6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois (1980) **1€**

7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) (1977) **1€**

8. Violence, terrorisme et lutte de classe (1977) **1€**

9. Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises **1€**

10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) **1€**

(1978) **1€**

11. Auschwitz ou le grand alibi (1960) **1€**

12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration (1980) **épuisé**

13. Le marxisme et l'Iran (1980) **1€**

14. Foyers de travailleurs immigrés : enseignements de 6 ans de lutte (1981) **1€**

15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution (1981) **1€**

16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) (1981) **1€**

17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) **1,5€**

18. Vive la lutte des ouvriers polonais! (1982) **1€**

19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste **2€**

21. Lénine sur le chemin de la révolution (Texte de 1924, discours après la mort de Lénine) **1,5€**

22. Marxisme et science bourgeoise **1,5€**

23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation

classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme.

(1999) 1,5€

24. Mai-Juin 68 : Nécessité du parti politique de classe 1,5€

25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne / Italie 1921-1924 (Mai 2001) 1,5€

26. A propos de la polémique sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (mai 2001) 1,5€

27. Algérie: Seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois ! (oct. 2001) 1,5€

28. Swissair. De la faillite du fleuron

suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer? (Janv. 2002)

1,5€

29. Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (Déc. 2001) 2€

30. Le marxisme et la question palestinienne (Août 2004) 4€

31. La laïcité, principe bourgeois (Mars 2005) 2€

32. La tragédie du prolétariat allemand (Février 2009) 2€

33. Invariance du marxisme (Décembre 2009) 2€

34. La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit (Février 2011) 2€

- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre -

Table des matières

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti («le prolétaire», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (*Rapport à la réunion générale du parti - 1972*)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste («Il Soviet», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «programme communiste», N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919

(Brochure A5, 60 pages, février 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre



32

PAIEMENT : Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), à envoyer à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07 (France) FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 50% en sus; prioritaire: nous consulter)

AVERTISSEMENT:

- les textes épuisés ou en voie d'épuisement ne peuvent être fournis qu'en photocopies; nous consulter.

- les prix indiqués dans ce catalogue n'ont de valeur que pour l'année en cours.

- les prix directement imprimés sur les brochures, journaux et livres, compte tenu de la date d'édition parfois ancienne, ne font pas toujours foi.

- La laïcité, un principe bourgeois -

Pour armer les lecteurs contre la propagande bourgeoise en rappelant les positions marxistes, nous avons rassemblé dans cette brochure quelques textes sur le thème de la laïcité et de l'école. Dans une première partie, après un article qui rappelle le sens véritable de l'oeuvre laïque du politicien Jules Ferry - «un souci de discipline collective, pour améliorer le fonctionnement de l'organisme social, (...) pour mettre fin à la révolution», bref, un «dispositif de domination», comme l'écrivait il y a vingt ans Edwy Plenel (il n'était pas encore directeur du Monde!) -, nous reproduisons des articles du Prolétaire portant sur divers épisodes de campagnes laïques, en particulier à propos du «voile islamique». Dans une deuxième partie, outre des articles rappelant la lutte de la Gauche contre le «culturalisme» et la façon dont l'Internationale Communiste posait le problème de l'instruction, nous avons réuni des textes plus théoriques: des «Fils du Temps» écrits par Amadeo Bordiga sur la question de la laïcité et de l'anticléricalisme, et un article très important de Lénine sur la façon,

La laïcité, un principe bourgeois



- Choisis... tu es libre...

31

Editions programme - Brochures «le prolétaire»

complètement différente de l'anticléricalisme et de l'«illumination» bourgeois, dont les marxistes doivent combattre la religion.

«LES FONDEMENTS DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE»

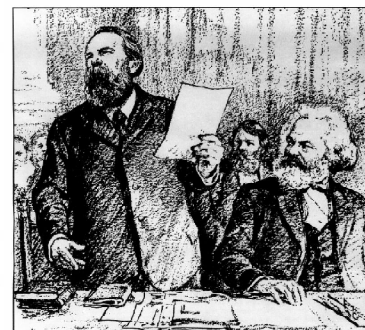
SOMMAIRE

- Présentation
- Introduction de l'édition de sept. 1970
- Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisses
- Première partie. Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste
- Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire
- Troisième partie. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»
- Conclusion
- Annexe: Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers

(Format A5; 92 pages; 3 €, 6 CHF)

Les Fondements du communisme révolutionnaire

Suivi de «Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers»



3

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le marxisme et la question palestinienne

(Brochure A4, 64 pages, Prix: 4 €, 8 FS)

La brochure "Le marxisme et la question palestinienne" contient une série d'articles qui expriment une continuité non formelle, non de façade, mais de fond, une continuité sur la ligne marxiste correcte. Nous ne republions évidemment pas les articles contenant des positions fausses ou équivoques par rapport à cette ligne, mais nous ne cachons pas que de telles positions ont existé. Le travail de bilan de la crise du parti a consisté à passer au crible ces erreurs, de façon à être préparé à les combattre si elles réapparaissent demain; nous renvoyons par exemple à ce sujet à l'article ci-dessous: «Points de repère sur la question palestinienne». Certains qui se réfèrent aux mêmes origines et qui prétendent représenter la véritable continuité du parti ont en réalité honte du véritable parti d'hier, de l'organisation réelle, faite de militants en chair et en os, qui a pu se tromper; ils préfèrent cacher les erreurs, parfois graves, comme on cache la poussière sous le tapis, plutôt que de les reconnaître, de s'y attaquer et de les surmonter. D'autres, quand ils reconnaissent et dénoncent les erreurs, les attribuent à X ou Y, à des individus particulièrement mauvais qui, on ne sait comment, ont fait dévier le parti (1).

Ils montrent ainsi que la continuité qu'ils revendiquent tous est purement formelle, donc fausse, et que leur vision du parti est au fond métaphysique, donc non marxiste. Il ne suffit pas de publier un journal avec la manchette «organe du parti communiste international» ou de s'auto-proclamer seuls héritiers de la Gauche communiste, pour l'être vraiment: en politique les déclarations d'intention ne valent rien si elles ne sont pas suivies de la démonstration de leur réalité dans les faits.

(1) Pour une critique des positions de différents groupes (issus du parti ou non: «Il Programma Comunista», «Il Partito Comunista», «Partito Comunista Internazionale - Schio», «Battaglia Comunista») sur la question palestinienne, voir «Il Comunista» n°80-81, août 2002

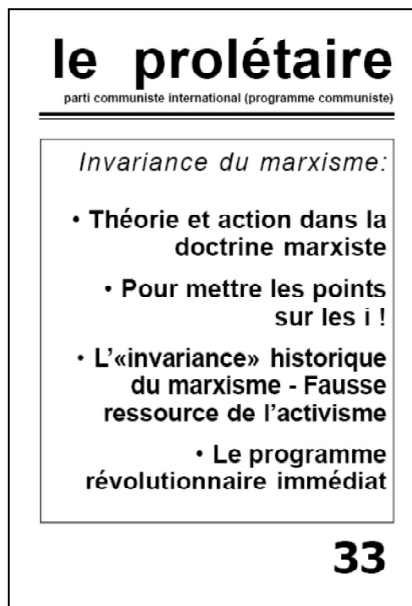


Invariance du marxisme

SOMMAIRE:

- **Théorie et action dans la doctrine marxiste.** (Exposé à la réunion de Rome, 1-2 avril 1951)
- **Pour mettre les points sur les i !** («Raddrizzare le gambe ai cani», 29 mai 1952)
- **L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme.** (Compte rendu réunion générale du parti à Milan, 6-7 septembre 1952)
- **Le programme révolutionnaire immédiat.** (Compte rendu réunion de Forli, 27-28 décembre 1952)

(Brochure A5 - 60 pages - 2 €, 4 CHF; décembre 2009)



Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les

employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.